



CIPCRE

Cercle International pour la Promotion de la Création



Rapport d'Activités

2011

DIRECTION GENERALE

B.P. 1256 BAFOUSSAM - CAMEROUN

Tél (237) 33 44 66 68

Fax (237) 33 44 66 69

E-mail: cipcre.dg@cipcre.org

Site web: www.cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256, Bafoussam

Tél. (237) 33 44 62 67

Fax (237) 33 44 66 69

E-mail: cipcre.cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo

Tél (229) 20 24 72 49

Fax (229) 20 24 80 50

E-mail: cipcre.benin@cipcre.org

CIPCRE-Conseil & Services

B.P. 15059 Yaoundé

Tél (237) 22 23 75 92

Fax (237) 22 23 75 92

E-mail: cipcre.benin@cipcre.org

SOMMAIRE

Directeur de Publication

Rév. Dr Jean Blaise KENMOGNE

Rédacteur en Chef

Eugène FONSSI

Mise en ligne

Serge NIMPE

Secrétariat

Christance NEKAME

Marisette TIEME

Imprimerie

SAM Commerce & Services

Tel. 77 14 04 98 - Ydé

Ont collaboré à cette publication

- Samuel SOFFO TODJO
- Nathalie TAMO
- Mathieu FOKA
- Pélagie MAHGNE NOUMBOU
- Sylvestre KOULEHO TSAPTSI
- Mirabel LANYUY
- Alphonse AZEBAZE
- Billy TCHAKAM
- Jean Daniel NDE
- Roger KOUAM
- Jeanne MEDOM
- Arnaud FOWE
- Georges MESSE
- Claude NWAFO
- Anne Marie SOB
- KINSOU T. Odette
- HOUENOU Timothée
- ZOSSOU Elidja
- KOUTON Méryas
- MONNOU G. Hermann
- ANIOUVI Z. Lucie
- BARKA Chabi
- BOCCO Aline Obossi Bakpilan Akéwé
- DOSSOU Dalila Aurelle
- BONOU Zinsou Florent
- DJOSSOU Igore Mègnissè
- SOTON Philémon
- SOUDE Jacques
- AYENA Florent

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION _____	P. 3
INTRODUCTION GENERALE _____	P. 5
I - DIRECTION GENERALE _____	P. 6
I.1- Activités réalisées _____	P. 6
I.2- Effets et impacts _____	P. 6
I.3- Réactions des groupes-cibles _____	P. 7
I.4- Histoires du changement le plus significatif ____	P. 8
II - CIPCRE-CAMEROUN _____	P. 10
2.1- Activités réalisées _____	P. 10
2.2- Effets et impacts _____	P. 11
2.3- Réactions des groupes-cibles _____	P. 12
III - CIPCRE CONSEILS ET SERVICES _____	P. 15
3.1- Bilan des activités réalisées _____	P. 15
3.2- Histoire du changement le plus significatif ____	P. 17
IV - CIPCRE-BENIN _____	P. 18
4.1 – UPILD (PROGEL 2, Initiative pilote) ____	P. 18
4.2 – UJP (Projet BEN 01/2010, BEN 02, EED20100325) _____	P. 22
4.3- Coordination nationale _____	P. 30
V - LES RESSOURCES MISES EN OEUVRE _____	P. 32
5.1- Les ressources financières _____	P. 32
5.2- Les ressources humaines _____	P. 32
CONCLUSION GÉNÉRALE _____	P. 33
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS _____	P. 34

DIRECTION GENERALE

B.P. 1256 BAFOUSSAM - CAMEROUN

Tél (237) 33 44 66 68

Fax (237) 33 44 66 69

E-mail: cipcre.dg@cipcre.org

Site web: www.cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256, Bafoussam

Tél. (237) 33 44 62 67

Fax (237) 33 44 66 69

E-mail: cipcre.cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo

Tél (229) 20 24 72 49

Fax (229) 20 24 80 50

E-mail: cipcre.benin@cipcre.org

CIPCRE-Conseil & Services

B.P. 15059 Yaoundé

Tél (237) 22 23 75 92

Fax (237) 22 23 75 92

E-mail: cipcre.benin@cipcre.org

Au cours de la période de référence, le contexte d'intervention au Cameroun a été marqué, sur le plan politique, par l'élection présidentielle qui s'est tenue le 9 octobre. A cause du peu de confiance accordée à ELECAM par l'opinion publique, les populations ont montré un faible engouement à s'inscrire sur les listes électorales malgré les mesures incitatives du gouvernement (gratuité de la carte nationale d'identité, campagne d'intensification des inscriptions, loi permettant à la diaspora de voter pour la première fois, etc.). L'élection a cependant connu une inflation de candidatures avec 23 prétendants à la ligne de départ sur 52 postulants. Le Président Paul Biya qui est au pouvoir depuis 29 ans a encore gagné avec une écrasante majorité.

Sur le plan socio-économique, l'insécurité alimentaire s'est accentuée : des denrées alimentaires pour un montant 500 milliards de FCFA ont été importées ; les prix des vivres et des intrants agricoles ont augmenté sur le marché ; la convoitise et la cession des terres arables à des entreprises multinationales (notamment chinoises) se sont accrues. Pour corriger un tant soit peu cette situation, le Gouvernement a pris les mesures suivantes :

(i) la création d'une usine de fabrication de tracteurs à Ebolowa (zone forestière inadaptée à la mécanisation agricole) ;

(ii) la création d'une banque agricole (les échecs du FONADER et du Crédit Agricole hantent encore les esprits),

(iii) la mise sur pied d'une manufacture d'engrais chimique (la consommation locale annuelle importée est estimée à 200 000 tonnes) ;

(iv) le lancement d'un vaste programme semencier (la crise économique a mis l'IRAD en hibernation depuis plusieurs années) ;

(v) la création de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation. Ces mesures ont été annoncées au comice agropastoral d'Ebolowa, événement ressuscité en janvier 2011, 23 ans après celui tenu à Maroua. Dans l'ensemble, elles ont été jugées inappropriées par les OSC regroupées autour de la Coalition pour la Sécurité Alimentaire (COSAC).

La crise de l'eau s'est accentuée en 2011. Cela est dû aux effets conjugués de la croissance démographique, de la vétusté des infrastructures et du faible investissement dans le secteur. Dans la ville de Yaoundé par exemple, la CAMWATER ne produit que 90 000 m³ d'eau par jour pour des besoins estimés à 314 000 m³ par jour, soit un déficit de 214 000 m³. La distribution d'eau potable a été alors rationnée. Le manque d'eau potable a induit une émergence de plusieurs foyers de choléra dans le pays. Selon les statistiques officielles, le nombre de cas enregistrés dans les centres de santé a doublé en 2011 (près de 20 000 cas contre 10 759 cas en 2010).

L'Etat a procédé au recrutement de 25 000 jeunes diplômés dans la fonction publique. L'opération a enregistré 305 000 postulants, révélant ainsi l'ampleur du chômage et de l'exclusion sociale des jeunes diplômés ainsi que l'inadéquation entre le système éducatif et le monde professionnel au Cameroun. La politique des



Un chef traditionnel du Sud et sa suite posent devant le stand du CIPCRE au Comice Agropastoral d'Ebolowa

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

quotas (répartition tribale des postes de travail) imposée par les gouvernants a renforcé le sentiment d'injustice sociale chez de nombreux jeunes et parents.

L'affaire Vanessa Tchachou, une jeune mère de 18 ans dont l'enfant a été volé à l'Hôpital gynéco-obstétrique de Ngoussou-Yaoundé au mois d'août, a mis au jour l'existence d'un réseau de trafic de bébés au Cameroun. Dans les hôpitaux de la ville de Yaoundé, une enquête a permis de découvrir le vol de 93 bébés au cours de l'année.

Au Bénin, le peuple aura surpris l'opinion internationale par son comportement digne et exemplaire à l'occasion des scrutins présidentiel et législatif de mars et avril 2011, qui se sont traduits par l'élection du Président de la République et par la mise en place de la sixième législature de l'Assemblée Nationale. Malgré les inquiétudes supposées ou réelles relatives au surprenant épisode de "K.O au premier" des élections présidentielles, tout s'est finalement "bien passé". Si le Bénin continue vaillamment sa marche vers le progrès et la modernité, il faut reconnaître que des défis demeurent, notamment l'assainissement du système électoral, l'éducation des militants des partis politiques à la tolérance et la culture de la non violence, etc.

Au plan socio-économique, une amélioration de la croissance est attendue en 2011 après deux années consécutives de morosité économique au regard de l'évolution des indicateurs macroéconomiques avec

un taux de croissance économique qui s'établirait à 3,8% en cette année contre 2,6% en 2010 et 2,7% en 2009. Qu'à cela ne tienne, le taux de pauvreté n'a pas pu dépasser 35 % contre une moyenne de 50 % au plan africain. La Refondation lancée par le gouvernement à la suite du "Changement" professé mais non réalisé à la mandature précédente, reste encore à être démontrée afin que l'avènement de la loi n° 2011-20 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes ne soit pas une distraction de plus. La proposition de Loi portant exercice du droit de grève aura suscité un tollé général dans le rang du personnel de l'Etat. Mais la force du dialogue social a prévalu.

S'agissant de l'environnement, le gouvernement béninois reconnaît que « Les actions de développement autant qu'elles sont dans le contexte de notre monde de plus en plus globalisé doivent se réaliser dans un cadre qui préserve l'environnement pour les générations futures ». Mais il faut regretter que dans la réalité, il n'y a pas d'indicateurs objectivement vérifiables pour affirmer que la gouvernance environnementale s'améliore.

C'est dans ce contexte général que le CIPCRE a poursuivi son objectif décliné comme suit : « Les populations, dans les zones d'intervention du CIPCRE, améliorent leurs conditions en participant à la prise de décision sur leur vie, leur environnement politique, économique et culturel, dans la perspective de la sauvegarde de la création». ●



Une vue de l'assistance lors de l'Assemblée des Membres du CIPCRE- Bénin

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'année de référence a été marquée, à la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun par la réalisation des activités planifiées conformément à l'objectif global d'accompagner les populations dans l'amélioration de leurs conditions de vie en les impliquant « à la prise de décision sur leur vie, leur environnement politique, économique et culturel dans la perspective de la sauvegarde de la création ».

Si l'an 2011 signe la fin du PAT 2009-2011 à la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun avec, à la clé, une évaluation externe de ses activités, en revanche, il a été une année de transition pour le CIPCRE Conseils et Services (CCS) après la fin de la subvention du projet WAGNE par EED le 31 décembre 2010 et boucle la deuxième année du triennat 2010-2012 du projet « Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale au Bénin » et consacre la poursuite et la clôture du microprojet BEN 01/2010 intitulé « Lutte contre l'abus et l'exploitation sexuels des filles dans les écoles du Département de l'OUEME. » Au CIPCRE-Bénin, le portefeuille des interventions s'est également consolidé avec deux nouveaux projets : le Projet de lutte contre l'abus et /ou l'exploitation sexuels des filles dans le Département de la DONGA qui court de 2011 à 2013 et couvre particulièrement les communes de Djougou et de Ouaké ; le Projet BEN 02/2011 relatif à la Mise en

place d'un environnement protecteur contre l'abus et/ou l'exploitation sexuels des enfants dans le département de l'OUEME, projet soutenu par KIRA et le Ministère Allemand pour la Coopération (BMZ) pour une durée de deux ans (juillet 2011-juin 2013).

Des résultats probants ont été obtenus à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun, au CCS et au CIPCRE-Bénin et ont généré des effets et des impacts directs et indirects à la fois sur les cadres et les conditions de vie des partenaires dont certains ont eux-mêmes pris la parole pour en apprécier la teneur ou tout simplement pour commenter les changements qui les ont affectés.

Le présent rapport rend compte des principales activités menées et des résultats obtenus ainsi que des effets et impacts des activités aussi bien à la Direction Générale qu'au CIPCRE-Cameroun, au CCS et au CIPCRE-Bénin. Des histoires du changement le plus significatif viennent en appoint à chaque chapitre pour montrer l'importance de l'impact que la réalisation des activités a induit sur la vie des bénéficiaires sur le terrain. Elles sont racontées par ces partenaires eux-mêmes. Le rapport fait aussi ressortir les ressources financières et humaines qui ont été mises à contribution pour une exécution efficace et efficiente des activités. ●



Des enfants béninois représentent une scène d'abus contre eux

I.1 - Activités réalisées

La Direction Générale du CIPCRE comprend la Cellule de Communication (CECOM) et l'Unité Foi et Action Sociale (UFAS). Au cours de l'année de référence, les activités ont été réalisées dans ces deux entités conformément à la planification.

La Communication sur le CIPCRE a connu un regain de vitalité avec la mise en ligne de 24 articles sur les activités des unités opérationnelles, l'élaboration du compte-rendu du Conseil d'Administration, la dédicace du N° 45 d'ECOVOX sur les rites de veuvage au profit de 167 personnes dont 83 femmes, la production et la diffusion de 40 émissions d'Ecomagazine et enfin la production et la diffusion de 2 numéros d'ECOVOX en 1 000 exemplaires chacun.

Les appuis apportés par le CIPCRE ont permis à la Dynamique Islamique JPSC de créer 5 nouvelles commissions de mosquées en plus des 100 existants. Les Dynamiques Islamiques JPSC de l'Ouest et du Centre ont réalisé ; 16 visites d'assistance juridique et sociale aux personnes indigentes dans les prisons, les

hôpitaux et les orphelinats ; 5

conflits ont été résolus à travers les médiations des membres, 15

campagnes d'hygiène et de salubrité et 2

conférences sur la paix ont été

organisées. Quarante (40)

membres de la Dynamique

Islamique JPSC dont 18 femmes ont renforcé leurs connaissances sur les techniques pour mieux assister un suspect en cours de procès. Trente cinq (35) membres de la Dynamique Islamique JPSC du Centre dont 13 femmes ont renforcé leurs connaissances sur «Les stratégies de redynamisation des Commissions de Mosquée JPSC ». Une convention cadre de collaboration existe entre le CIPCRE et la Dynamique protestante JPSC de l'Ouest. Les commissions de Mosquées JPSC ont régulièrement inscrit les problèmes de la traite des enfants à l'ordre du jour de leurs rencontres. Les commissions paroissiales JPSC ont organisé 8 causeries éducatives sur la prévention



Rencontre de coordination avec la Dynamique islamique JPSC

et la lutte violences faites aux femmes et aux enfants. La Coordination régionale de la Dynamique protestante a produit et publié un (1) numéro du bulletin d'information Trait d'union sur le thème « promouvoir l'environnement humain ».

Dix (10) COS ont mené des actions d'enracinement local de la CSP sur la lutte contre la déshumanisation des rites de veuvage et la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle au profit d'environ 8 000 personnes. Trois (3) observatoires des rites de veuvage ont été créés dans trois groupements avec 60 bénévoles qui se sont engagés à œuvrer pour l'humanisation des rites de veuvage. Quatre (4) chefs traditionnels (Baham, Bamendjo, Bansoa et Bamendjida) ont sollicité l'intervention du CIPCRE dans leur territoire en vue de les accompagner dans le processus d'adoption des codes coutumiers des rites de veuvage. Les Chefs Bassossia et Bamendjo ont décidé d'inscrire la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle au programme des congrès annuels organisés dans leurs groupements à l'issue du camp Franco-Camerounais.

I.2 - Effets/impacts attendus et inattendus

Les inspecteurs pédagogiques de la Délégation Régionale des Enseignements Secondaires pour l'Ouest se sont appropriés ECOVOX N°44 sur les rites de veuvage lors de la dédicace de ce numéro dans les locaux de la délégation. Grâce à cette appropriation, ils ont pu produire un lecto-théâtre qui a accroché le public et a permis la vente de 35 exemplaires.

Les officiantes des rites de veuvage ont témoigné avoir adopté de nouvelles pratiques des rites de veuvage plus respectueuses des droits de la veuve. Les Chefs Traditionnels avec qui nous avons travaillé se sont engagés à faciliter la démultiplication de l'action du CIPCRE dans des associations de villages. Au niveau des parlementaires, l'effet immédiat a été l'appropriation de la thématique par les élus de la nation à travers l'organisation d'un colloque sur la déshumanisation des rites de veuvage. Les veuves rencontrées à Garoua lors des conférences et causeries éducatives se sont engagées à se constituer en associations et réseaux pour mieux défendre leurs intérêts (procédures administratives, accès à l'emploi et à la propriété foncière, intégrité morale et physique, etc.)

S'agissant de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, le CIPCRE a été invité par l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun pour renforcer les capacités de ses pasteurs sur les stratégies de lutte contre la traite des enfants. Les COS ont reçu plusieurs sollicitations de la part des établissements scolaires et des communautés de foi pour l'organisation des activités de sensibilisation au profit des élèves et des fidèles. Le Groupe SHABINAR du camp des réfugiés de Langui et la troupe théâtrale de la Maison des jeunes de Garoua ont pris l'engagement de continuer à présenter les chants et les sketches à l'occasion d'autres événements organisés dans leur ville pour sensibiliser leur public sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Quatre (4) radios (stations régionales de la CRTV Est, Nord et Extrême et la Radio Aurore ont engagé des débats radiodiffusés sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

1.3 - Réactions des groupes-cibles

Des auditeurs ont appelé à la suite de la diffusion des émissions sur certaines thématiques (la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, les rites de veuvage, la tuberculose, les produits dérivés du cacao), ceci dans le but d'avoir des compléments d'informations. Des lecteurs d'ECOVIX 45 ont appelé des quatre coins du Cameroun pour signifier leur satisfaction. La dédicace organisée à la Délégation Régionale des Enseignements Secondaires pour l'Ouest a permis de conquérir trois nouveaux abonnés et de vendre une trentaine d'exemplaires.

S'agissant de la lutte contre la déshumanisation des rites de veuvage, les Chefs Traditionnels ont mis l'équipe du CIPCRE en contact avec leurs notables et d'autres personnes clé du village, en offrant parfois gracieusement la salle des banquets de la chefferie pour les travaux, en contribuant à la mobilisation des populations à travers la co-signature des invitations et en assistant personnellement à certaines activités de réflexion. Les populations des villages concernés ont manifesté leur adhésion en participant massivement à la campagne de collecte des propositions en vue de l'humanisation des rites de veuvage, en accueillant l'équipe du CIPCRE et surtout en s'engageant bénévolement dans les observatoires des rites de veuvage créés. A Bafoussam, un réseau et une association de veuves se sont rapprochés du CIPCRE pour solliciter son accompagnement dans le cadre de leurs activités. A la suite des résultats obtenus dans les



Rencontre avec les veuves au village Ngonebok à Ebolowa

groupements pilotes (Bahouan, Bapa et Ngonebok) à propos de l'adoption des codes coutumiers des rites de veuvage et la création des observatoires, le Chef Supérieur Baham, Sa Majesté POKAM Max, a sollicité l'intervention du CIPCRE au sein de son groupement pour les mêmes fins. Pour ce qui est des décideurs, les députés de l'Assemblée Nationale membres du REPAGE se sont appropriés la problématique des rites de veuvage et ont organisé un colloque à ce sujet lors de la session de juin 2011.

Concernant la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, plusieurs pasteurs de l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun ont sollicité les documents de sensibilisation pour engager des actions au profit de leurs paroissien(ne)s. Les jeunes du Groupe CHABINAR du Camp des réfugiés de Langui et de la troupe théâtrale de la maison des jeunes et de la culture de Garoua ont, sur la base des documents reçus avant les activités et les débats, composé des chansons et sketches en lien avec la traite des enfants. Pour ce qui est de l'accompagnement des Dynamiques JPSC, les membres, pour manifester leur adhésion aux activités, ont mobilisé des contributions financières et en nature, ce qui leur a permis d'effectuer des visites dans les prisons et hôpitaux et de se déplacer pour des besoins de médiation des conflits. ●



Le soutien des députés de la nation a été sollicité pendant un diner

Mme TCHUENDEM Marguerite,
Ménagère, village Bapa

L'oeil qui fait changer

Mme TCHUENDEM Marguerite, ménagère dans le village Bapa est la présidente du Réseau des femmes de l'arrondissement de Bangou. A la suite des activités organisées dans son village par le CIPCRE dans le cadre de l'humanisation des rites de veuvage, elle s'est engagée comme membre de l'observatoire des rites de veuvage et y a été nommée secrétaire.

Elle nous raconte comment la présence des membres de l'observatoire au village a changé la manière de pratiquer les rites de veuvage.

" Je ne sais pas par où commencer. Avant, les veuves souffraient trop ici à Bapa parce que les officiants des rites de veuvage étaient trop exigeants. Ils demandaient beaucoup de choses aux veuves. Par exemple, lorsque les veuves n'avaient pas d'argent à donner, on ne travaillait pas sur elles et elles pouvaient dont faire même 4 semaines enfermées. Tout le monde voyait mais personne ne parlait. Puis le CIPCRE est venu parler de ces choses aux gens. Chacun a dit sa part pendant qu'on interrogeait les gens sur les choses à changer dans les rites de veuvage. Moi-même qui enquêtais, j'ai entendu beaucoup de choses de la part des veuves.

Lorsque que par la suite on a écrit le code coutumier des rites de

veuvage, tout le monde était content quand le chef a signé. Ce code a changé beaucoup de choses qui faisaient mal aux veuves. Le chef a aussi nommé les membres de l'observatoire qui vont surveiller si le code est respecté ou pas. Nous sommes au nombre de 19 et il y a 3 personnes par quartier. Le chef m'a désigné comme secrétaire.

Lorsqu'il y a eu deuil en juin dernier dans mon quartier à Djeukou, nous étions là-bas à 3 pour regarder comment les choses allaient se passer avec la veuve. Le monsieur qui est mort était un grand ici à Bapa. Certaines personnes qui étaient venues au deuil connaissaient que nous étions aussi des observateurs des rites de veuvage et chuchotaient beaucoup de choses sur nous. Rien que le fait que nous étions là chaque jour a fait que la veuve était bien traitée. L'officiant de veuvage a vite travaillé sur elle pour qu'elle soit libre comme tout le monde après la semaine de deuil. Je l'ai même vue au marché la semaine d'après, ce qui ne se faisait pas avant. Elle ne dormait pas à même le sol, mais sur un matelas bien couvert. Les gens ont parlé beaucoup de ça ici à Bapa et je crois que c'est déjà une bonne chose. Mais la majorité ne connaissent pas qui nous sommes et ne nous écoutent pas toujours lorsque nous leur parlons. Nous devons encore beaucoup travailler pour que les gens de Bapa connaissent le contenu du code coutumier et s'y habituent parce nous ne serons pas toujours là pour regarder." ●



A Bapa, les populations participent activement à l'élaboration du Code Coutumier qui va régir les rites de veuvage

Du silence à l'action courageuse

Mlle LEILA,

Jeune comédienne de 21 ans.

Leïla, jeune comédienne de 21 ans est célibataire et mère d'un enfant qu'elle a eu à l'âge de 16 ans. De son vrai nom MULLAME Dorothée, Leïla - son nom de scène - joue dans la troupe théâtrale

" Cœur Gentil " de la Maison des jeunes et de la Culture de Garoua. Sa participation à la campagne de sensibilisation contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle qui a été organisée à Garoua a été le déclic qui lui a permis de lever le voile sur les violences sexuelles qu'elle a subi et de devenir le porte parole, par le moyen de son art, de tous les autres jeunes qui comme elle ont subi et subissent encore ces violences. Elle nous raconte comment ce changement s'est opéré dans sa vie et la nouvelle personne qu'elle est devenue.

" Tout a commencé il y a 5 ans, je venais d'avoir mon enfant. Au Camp des réfugiés de Langui où je vivais, il y avait plusieurs problèmes qui rendaient la vie difficile au camp malgré la présence de la Croix Rouge : de viols des filles par les jeunes et parfois des papas, la prostitution des filles en ville pour aider les parents, les grossesses précoces, les hommes et les femmes qui viennent dans le camp chercher les jeunes filles et garçons pour les faire travailler en villes et les exploitent avec l'accord des parents à cause de la pauvreté. C'est un sujet que je connais très bien car je suis moi-même victime de ces violences sexuelles au Camp. J'ai été violée par 4 jeunes qui m'ont menacée de me faire du mal si je parlais. J'ai gardé le silence. J'avais peur d'être frappée car dans le camp les hommes et les jeunes tapent beaucoup sur les femmes et les filles et personne ne dit rien. Beaucoup de filles ont des enfants issus des viols d'autres ont avorté. Certaines fuient du camp à cause de ces violences sexuelles et vont se débrouiller à Garoua où elles finissent par se prostituer. Certains jeunes paient les filles pour coucher avec elles dans le camp et d'autres les emmènent à Garoua, les placent dans les hôtels pour la prostitution et se partagent l'argent. Ces filles placées dans les hôtels rentrent souvent le lundi ou le mardi pour apporter à manger à leur famille : le poisson ou la viande, riz, l'huile, le sel. La misère et la famine dans le camp poussent certaines mamans à envoyer leurs filles à Garoua pour chercher du travail sans savoir ce qu'elles vont effectivement là-bas. Ces filles revenaient ainsi au camp avec de l'argent, mais aussi avec les maladies et les grossesses.

Moi-même j'ai dû fuir le camp en m'accrochant un jour à la voiture de la Croix rouge qui rentrait à Garoua. Le père de mon enfant qui m'avait promis le mariage avait fui lorsque je suis tombée enceinte, nous abandonnant ainsi à notre sort. Ma famille a mal vécu ma grossesse on m'a chassée de la maison et depuis j'étais dans la ville en faisant de petits jobs dans des domiciles privés pour m'en sortir. J'ai obtenu d'un oncle qu'il garde mon enfant à condition que je lui apporte de l'argent pour le nourrir, faute de quoi il restera affamé. J'ai été tentée par la prostitution, mais j'ai résisté de peur d'attraper une autre grossesse, et ce malgré les propositions de nombreux hommes qui voulaient me payer pour avoir du sexe avec moi.

Quand le CIPCRE a fait la sensibilisation dans le camp, nous avons été contactés pour jouer notre théâtre qu'on appelle " Les Larmes de Fatou Bébé " qui parle du mariage forcé. En participant ainsi à cette sensibilisation, je me suis sentie comme porte-parole des victimes de violences sexuelles du camp et j'en étais ravie. Cela a donné un peu sens à ma vie car je me suis sentie utile et j'ai pris la décision de continuer les sensibilisations auprès des jeunes après le passage du CIPCRE et de me battre pour cette cause. En effet, depuis ce temps, toute ma vie a changé. Aujourd'hui je fais des sensibilisations

contre les violences partout autour de moi et les gens me félicitent beaucoup. Je parle de la mise en prostitution des jeunes filles, des viols, des grossesses précoces, du VIH et du mariage forcé. Je parle clairement aux parents de ce que leurs filles font en ville et des souffrances qu'elles subissent dans la prostitution. Les gens m'encouragent dans ce travail en me donnant souvent un peu d'argent et de nourriture, ce qui me permet désormais de prendre soin de mon enfant. Je joue aussi dans la troupe théâtrale de la maison des jeunes et de la Culture de Garoua qui s'appelle " les Cœurs gentils " et nous jouons des pièces sur les problèmes de société comme les violences sexuelles sur les filles. Le fait d'avoir participé aux activités du CIPCRE m'a donné le courage de parler sans peur, ce que je ne pouvais pas faire avant. J'ai enfin eu l'occasion de dévoiler au grand jour ce qui se passe dans le camp des réfugiés de Langui. Aujourd'hui beaucoup de personnes se méfient des gens qui viennent prendre les filles pour les faire travailler en ville, mais le poids de la misère fait céder beaucoup d'autres. J'aimerais apprendre encore beaucoup de choses pour mieux faire ce travail ". ●



Les membres du COS de Garoua en atelier de formation

La Direction Nationale du CIPCRE-Cameroun comprend l'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD), l'Unité Jeunesse et Citoyenneté (UJEC) et le Centre de Ressources Multimédia (CRM).

II.1 - Activités réalisées

Dans le cadre des Initiatives Locales de Développement, 262 producteurs dont 122 femmes de l'Ouest et du Nord-Ouest ont renforcé leurs capacités en techniques écologiques d'apiculture, de production des cultures maraîchères et des plantes médicinales. Vingt quatre (24) nouveaux aulacodiculteurs ont été formés et installés par 12 formateurs endogènes en aulacodiculture. Cinquante six (56) apiculteurs et éleveurs de poulets de chair et de porc ont amélioré leur production. Les nouveaux géniteurs introduits ont permis aux membres du réseau de producteurs d'aulacodes de réduire le problème de la consanguinité dans les fermes et d'améliorer de 10% leur cheptel. Le groupe d'initiative PRONAPM de Balessing a doublé les superficies exploitées pour la culture des produits maraîchers. Les apiculteurs accompagnés à l'Ouest et au Nord-Ouest ont amélioré la qualité de leurs produits et ont vendu à profit leur production de miel (le litre est passé de 2000 à 3000 FCFA).

Les réseaux de producteurs de plantes médicinales et d'apiculteurs de l'Ouest et du Nord-Ouest ainsi que 34 producteurs de piment et de manioc ont augmenté la quantité et la qualité des produits transformés. Quatre vingt douze (92) apiculteurs de l'Ouest et du Nord-Ouest et producteurs de piment et de manioc de l'Ouest ont vendu avec profit les produits transformés et conditionnés.

Vingt six (26) éleveurs de poulets de chair et de porc de l'Ouest ont mieux valorisé les déjections



Le parcage nocturne des boeufs est une stratégie de fertilisation prisée par les paysans du Nord-Ouest

animales pour les cultures vivrières et ont vendu à profit les produits de leurs fermes. Un réseau d'aulacodiculteurs et deux réseaux de producteurs de plantes médicinales sont fonctionnels dans l'Ouest et le Nord-Ouest. Les réseaux de producteurs fonctionnels ont réalisé plus de bénéfice grâce aux achats groupés des intrants et aux ventes groupées de leurs productions.

Les pépiniéristes de l'Ouest et du Nord-Ouest ont généré des revenus additionnels grâce à la vente des plants d'arbres. Quarante trois mille six cent (43 600) plants de diverses espèces ont été produits dans les pépinières de l'Ouest et du Nord-Ouest. Vingt deux mille cinq cent quatre vingt deux (22 582) arbres ont été plantés par nos partenaires dans les exploitations agricoles, les zones de captage d'eau, les ruchers et les pâturages. Dix huit mille huit cent cinquante (18 850) plants ont été vendus par les pépiniéristes. Une surface de 9,5 hectares a été reboisée sur le site du captage d'eau de Mekoup à Bangang, dans les exploitations agricoles et dans les pâturages.

Cinquante six (56) agriculteurs et éleveurs dont 16 femmes de Galim se sont initiées à la pratique de parcage nocturne des bœufs. Six (6) parcelles de démonstration des techniques de parcage nocturne des bœufs ont été installées à Galim par 6 agriculteurs et 6 éleveurs.

A Wum, 21 agriculteurs et éleveurs ont procédé à l'extension des parcelles de parcage nocturne et ont produit et vendu à profit environ 12 tonnes de maïs. Quinze (15) jeunes composteurs de la ville de Bafoussam se sont auto-employés en produisant et en vendant 67,5 tonnes de compost, des produits maraîchers et du miel et en mobilisant la contribution des ménages pour la collecte des ordures ménagères. Grâce aux appuis apportés, 5 jeunes filles musulmanes se sont installées à leur propre compte et ont produit et vendu des tenues vestimentaires.



Les apiculteurs de Mogatso bénéficient de l'accompagnement du CIPCRE

S'agissant de nos activités au profit des établissements scolaires, 6 nouveaux lycées et collèges ont adopté le Plan d'Aménagement et ont créé des espaces verts. Sept cent cinquante six (756) élèves dont 392 filles ont participé à la plantation de 7 505 plants d'arbres et de 100 kg de gazon dans ces établissements scolaires. Dans les 6 établissements, plus de 90% des arbres et gazon plantés ont réussi et sont bien entretenus. Dans 3 des 6 nouveaux établissements scolaires, des stratégies d'assainissement et de gestion durable des ordures et des espaces verts ont été mises en place avec la participation des enseignants et des Présidents des Associations des Parents d'Elèves. Le personnel enseignant et 3200 élèves dont 1991 filles ont vu leurs capacités renforcées sur la gestion durable des déchets biodégradables. Dans 55 % des établissements scolaires suivis, l'environnement est plus propre et les espaces verts sont bien entretenus. Quatre (4) établissements scolaires accompagnés en 2010 ont procédé à l'extension des espaces verts créés. Deux (2) pépinières de fleur ont été initiées et créées dans 2 autres établissements scolaires en vue de l'extension des espaces verts. Dans trois (3) autres établissements scolaires, les responsables ont remplacé les plants morts et ont enrichi les espaces verts créés. Environ 11 056 élèves de 15 Etablissements scolaires ont

bénéficié des espaces verts créés et des résultats induits par l'assainissement de l'environnement scolaire. Six cent dix huit (618) élèves et enseignants ont été touchés par la diffusion de Eco jeunes. Cinquante trois (53) élèves dont 29 filles du Lycée de MEDJO ont renforcé leurs connaissances sur les techniques de négociation et de gestion non violente des conflits. Quarante trois (43) responsables d'établissements scolaires dont 7 femmes ont partagé leurs expériences sur l'éducation à la citoyenneté.

Cinq cent trois (503) personnes dont 59 femmes ont visité le Centre de Ressources Multimédias. Plus de 1 000 personnes ont découvert les publications du CIPCRE pendant notre participation aux espaces de promotion. Cent quarante (140) ouvrages et documents ont été traités et classés. Les populations de la région de l'Ouest ont été sensibilisées sur les thématiques traitées par le CIPCRE à travers la diffusion de 40 éditions d'ECOMAGAZINE.

2.2 - Effets et impacts attendus et inattendus

Les activités relatives à la production et à la transformation écologique des produits agricoles et à la création des richesses ont permis aux producteurs





Des Echantillons de Jus de piment fabriqué par les membres du GIC PRONAPM de Balessing

partenaires de générer des revenus supplémentaires qui ont été investis soit pour étendre l'activité, soit pour démarrer de nouveaux projets rentables ou alors pour améliorer la qualité de vie de leurs ménages. La recherche des débouchés pour les produits de ces partenaires les a encouragés à améliorer la qualité et la quantité des produits qu'ils ont mis sur le marché. Les éleveurs de lapins, de poulets de chair et d'aulacodes ont démultiplié les compétences qu'ils ont acquises en apportant des appuis aux nouveaux éleveurs pour la construction et le suivi de leurs fermes. L'introduction de la technique de Night Paddock a permis aux agriculteurs et aux éleveurs de l'Ouest de se rendre compte qu'une cohabitation bien gérée est bénéfique pour les deux parties.

Les pépiniéristes de Bansa ont été retenus par le Programme de Développement de la culture du caféier/cacao pour la production des plants alors que ceux de Bandjoun ont gagné le marché d'aménagement de l'échangeur de Bandjoun. Les apiculteurs de Tchouandeng et les membres du réseau des éleveurs d'aulacodes partenaires ont mobilisé des financements supplémentaires qui leur ont permis de procéder à l'extension de leurs activités. Nos partenaires de Ngondzen ont bénéficié d'un financement pour l'amélioration d'un point de captage d'eau. La collaboration entre le CIPCRE et le Chef Supérieur de Nsongwa a amené d'autres Chefs Supérieurs de la région du Nord-Ouest à s'intéresser à la problématique du changement climatique et à solliciter l'appui du CIPCRE. Au niveau de la promotion de l'éducation

relative à l'environnement, les actions menées ont eu comme effet l'amélioration de l'environnement physique des établissements scolaires partenaires.

2.3 - Réactions des groupes-cibles

Les agriculteurs ont adopté la culture et l'utilisation des extraits des plantes pour la lutte biologique contre les maladies et parasites des cultures vivrières et des plantes médicinales. Ils ont démultiplié les connaissances acquises en formant 17 autres producteurs. Les autres sessions de formation organisées ont permis aux bénéficiaires de transformer et

de vendre à profit leurs produits, de mobiliser des ressources financières pour des achats groupés du petit matériel de transformation de leurs produits, de négocier des marchés et de réaliser la vente groupée du miel et des plantes médicinales. Les compétences du personnel du CIPCRE ont été sollicitées par d'autres acteurs de développement et notamment le CODAS Caritas, le Corps de la Paix Américain, la Société Camerounaise de Savonnerie (SCS) SARL et les Délégations Régionales de l'Environnement et de la Protection de la Nature de l'Ouest et de la Promotion de la Femme et de la Famille du Nord-Ouest respectivement pour l'organisation d'un mini comice agropastoral, la sensibilisation des Volontaires Américains et de leurs homologues sur les changements climatiques, la sensibilisation et la formation des populations sur les foyers améliorés, l'audit environnemental et la formation des femmes de la Mézam sur les cultures maraîchères.

Dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, tous les responsables d'établissements rencontrés lors de la mise en œuvre des activités ont exprimé leur disponibilité à participer à la réalisation des activités qui seront définies dans le cadre de ce projet. Certains ont émis le vœu de voir leurs élèves participer à la rédaction du journal Eco-jeunes et ont sollicité l'appui du CIPCRE pour les activités qu'ils organisent dans le domaine de promotion de la citoyenneté. Dans la plupart des établissements scolaires partenaires, des initiatives ont été prises aussi bien par les responsables que par les élèves pour assurer la réussite des espaces verts créés. ●

M. NOUKIMI Loïc, élève au Lycée Bilingue de Bafoussam

Le jeune NOUKIMI Loïc, élève au Lycée Bilingue de Bafoussam en classe de 1ère, est utilisateur du CRM depuis peu mais il a déjà acquis beaucoup de connaissances et est très régulier. L'exploitation de notre registre d'identification des visiteurs indique qu'il est venu plus de 15 fois dans notre centre au cours de ce semestre. L'exploitation du CRM lui a permis d'améliorer ses performances scolaires entre autres. Il est inscrit dans Facebook où il rencontre souvent les jeunes de son

âge pour échanger et partager sur les problèmes de leur génération. Il visite aussi Google, un site de recherche pour chercher des informations utiles pour enrichir ses cours de biologie. La fiche ci-dessous est un exemple des informations qu'il recherche :

CLASS HYDRA / HYDRA FUSCA

HABITAT

It founded that hydra live in fresh water and also in ponds

STRUCTURE

There have a tubular structure with an

enclosed basal end . The mouth is surrounded by a group of hollow cylinder protoplasmic structures called Tentacles.

FEEDING

The feed on small aquatic organisms like crustaceans, diatoms, amoeba .The capture and paralyzed their food by the use of tentacles

MOVEMENT

They move by looping or somersaulting

REPRODUCTION

The reproduce either sexually or asexually. ●

M. KANG Christopher, Policier à la retraite

Le policier, les bœufs et les agriculteurs

M. KANG Christopher, policier à la retraite, est retourné dans son village il y a deux ans et s'est investi dans la pratique de l'agriculture. Grâce à la technique du Night Paddock Manuring Farming System (NPMFS), il a obtenu de bons rendements en même temps qu'il a contribué à la résolution des conflits qui ont longtemps miné son village. Il raconte.



“Pendant que j'étais en service à Bamenda, nous recevions de nombreux habitants de Wum qui venaient se plaindre des éleveurs de boeufs, disant que les animaux ont dévoré leurs cultures. Cette situation était si grave que chaque agriculteur prenait les éleveurs pour ses plus grands ennemis. Je me sentais très déçu de ne pouvoir rien faire pour résoudre définitivement ce problème qui par ailleurs entravait le développement de mon village. C'est ainsi qu'en rentrant au village après

avoir pris ma retraite il y a deux ans, je me suis proposé de m'investir dans l'agriculture. J'ai donc pensé à des formations sur la technique du Night Paddock Manuring Farming System (NPMFS) dispensées par les équipes de CIPCRE et dont j'ai eu écho pendant que j'étais en service. Cette technique me permettrait de montrer à mes frères que la cohabitation avec les éleveurs n'est pas que mauvaise. Aussi, cette technique me permettra de fertiliser mon champ à moindre coût. Je suis donc entré en contact avec un éleveur du quartier qui a accepté de mettre ses boeufs à ma disposition pour fertiliser ma parcelle.

Le quartier Naikom est situé dans la périphérie de la ville de Wum et a été le théâtre de nombreuses luttes entre agriculteurs et éleveurs; c'est là que je possède un champ de quatre hectares et où j'ai décidé de m'établir. Dès mon retour au village, j'ai rencontré un éleveur venu de Bafmeng -que j'ai plusieurs fois interrogé du temps où je travaillais à la police- et nous sommes convenus qu'il mettra ses boeufs à ma disposition pour la fertilisation de mon champ. Etant au courant de cet accord, les habitants du village ont porté contre moi de nombreuses plaintes au chef du village. Convoqué à la chefferie, j'ai juste expliqué au chef que les boeufs n'entreraient dans le champ de personne en dehors du mien. J'ai en outre été victime de nombreuses intrigues de la part des habitants du village, certains allant jusqu'à menacer

de me lyncher. J'ai dû pour m'en sortir, user de beaucoup d'astuces, m'appuyant sur ma réputation d'ancien policier. Pendant même que je vivais toutes ces tribulations, je continuais inexorablement mes activités.

Pendant un mois, cet éleveur de Bafmeng a mis son troupeau à ma disposition pour que je fertilise mon champ. J'ai donc construit les enclos et y ai mis les animaux, gardés alternativement par moi-même et par le propriétaire qui a les mêmes aspirations que moi. Nous avons été aidés en cela par M. Haruna, un Bororo qui est à la tête de la branche MBOSCUA de Wum, et qui promeut l'intégration et le développement des Bororo dans le Nord-ouest. Lui aussi est un fervent militant de la paix et travaille pour la paix entre agriculteurs et éleveurs du village. La phase de fertilisation terminée, j'ai diminué les excès et les ai mis à l'abri pour pouvoir les utiliser plus tard sur d'autres espaces. Ensuite, après avoir laissé ces déjections se décomposer, j'ai fait faire les billons pour y cultiver du maïs. Par l'intermédiaire de M. Haruna, je suis entré en contact avec l'équipe de CIPCRE à Bamenda, et voyant que nous avons une convergence



.....Suite à la P. 12

de points de vue, ils ont accepté de collaborer avec moi dans le cadre de cette activité. Cette collaboration a débouché sur des visites de mon champ par cette équipe, un appui en semences améliorées de maïs et des appuis techniques (échanges et conseils) très importants. Je compte d'ailleurs m'investir davan-tage dans cette technique en diversifiant ma production.

Malgré les perturbations liées au retard de la saison des pluies, le champ ensemencé a eu un taux de germination assez élevé. Les plantes se portent bien,

elles sont vigoureuses et d'un vert foncé qui présagent une bonne récolte. Cet état du champ alimente les conversations dans le village et amène de plus en plus de gens à se rapprocher de moi pour solliciter des éleveurs qui mettront à leur disposition des boeufs pour la fertilisation des champs. Ainsi, même sans avoir récolté, j'ai l'impression de voir des résultats positifs pointer à l'horizon, en ce sens que le regard des populations de mon quartier sur les boeufs a changé: les animaux qui étaient d'abord perçus comme des ennemis deviennent de plus en plus les amis des

agriculteurs. Par ailleurs, l'espoir d'avoir une bonne récolte est pour moi un facteur d'encouragement dans cette initiative.

Aujourd'hui dans le village, je suis très sollicité pour servir de trait d'union entre agriculteurs et éleveurs, et la naissance progressive de cette collaboration m'a permis d'obtenir que les éleveurs aient des représentants au sein des grandes réunions du village, afin de leur permettre de contribuer eux aussi au développement de la localité. ●

Mme KENMOGNE Salomène,

résidant à Bahouan

Le lapin qui change tout

Maman Kenmogne Salomène, la soixantaine sonnée, est veuve il y a moins d'un an et vie à Bahouan avec sa petite famille. C'est elle qui s'occupe de sa famille depuis environ dix ans à cause d'une maladie qui a rendu son mari invalide avant sa mort. Nous l'avons rencontrée chez elle et voici son témoignage :



« Ma principale activité pendant longtemps a été l'agriculture et j'étais en permanence confrontée au problème de fertilité des sols car n'ayant pas de moyens pour acheter des engrais comme beaucoup le faisaient dans le village. A ce moment précis, mes enfants avaient beaucoup de problème pour manger, pour se vêtir, certains étaient même renvoyés de l'école à cause des frais scolaires. Dans le souci de me venir en aide, la fille de ma grande sœur m'a donné en 2005 un couple de lapin à élever. A la première mise bas, la lapine a donné 8 lapereaux et j'ai reconduit toutes les femelles. Entre temps, les deux parents de départ (mâle et femelle) sont morts. J'avais jusque là un sérieux problème de suivi parce que tout se faisait au hasard. C'est pour cela que j'enregistrais beaucoup de mortalités et mon cheptel n'évoluait jamais. J'ai aussi essayé l'élevage de porc mais l'épidémie a

tout ravagé et j'ai aussitôt abandonné.

C'est en 2008 avec la création de l'union que nous sommes entrés en contact avec le CIPCRC à qui nous avons soumis un projet d'élevage des lapins. Après discussion, le CIPCRC a décidé de nous accompagner dans la réalisation de ce projet. La première étape a consisté en une session de formation sur les techniques d'élevage de lapin. Cette formation m'a permis de comprendre comment conduire un élevage. A ce moment, j'avais encore quelques trois lapins. A l'issue de l'appui apporté par le CIPCRC constitué d'un couple de lapin, des aliments et des produits vétérinaires, le cheptel a commencé à grandir pour atteindre 80 à 100 sujets. Actuellement, je réalise annuellement une recette de 400 000 f cfa en moyenne avec à peine la moitié de cette somme engagée dans l'alimentation des animaux. Pour moi, le coût de production est très bas parce que le CIPCRC nous a enseigné les méthodes écologiques d'alimentation des lapins qui intègrent l'utilisation du fourrage local mais aussi des légumineuses notamment le calliandra qui a été semé autour des maisons des membres de l'union. Ma fille faisait le Baccalauréat au moment où je commençais cette activité, elle est actuellement à l'université de Yaoundé I où je paye sa pension, son loyer et assure sa nutrition et autres grâce à cet élevage de lapin.

Depuis que j'ai commencé, j'utilise les déjections de lapin dans mon champ comme fertilisant, ce qui me permet d'économiser environ 50 000 F CFA par an car un sac de ces fientes coûte 2 500 F sur le marché et j'en produis au moins 20 sacs par campagne. Avec l'utilisation de ces déjections, les rendements de mon

champ ont augmenté, ma famille mange mieux, mes enfants s'habillent bien et vont normalement à l'école car l'excédant est vendu sur le marché. En cas de maladie, je vais aisément à l'hôpital me faire consulter et soigner ainsi que mes enfants et mes petits enfants que j'ai d'ailleurs pris en charge. L'élevage des lapins m'a permis aussi de développer l'élevage des poulets locaux grâce aux conseils donnés par le CIPCRC. En effet, les poules locales élevées sous clapier permettent de valoriser les refus laissés par les lapins, de plus la décomposition des fientes des lapins fait développer les asticots très nourrissants et très appréciés par les poules. Cet élevage parallèle m'apporte en moyenne 150 000 f CFA par an sans compter les œufs et la chair que je mange avec mes enfants. Je fais beaucoup de cadeaux à mes enfants et à mes proches qui résident à Yaoundé et Douala quand ils viennent au village. Généralement, ces cadeaux sont constitués des œufs, des poules ou des lapins réformés pour la consommation. Je suis membre de plusieurs réunions au village et grâce aux activités d'élevage et d'agriculture que je mène, je paye régulièrement mes cotisations dans ces réunions, ma maison est électrifiée et j'ai l'eau de robinet chez moi. »

En perspective, Maman Salomène n'entend pas s'arrêter en si bon chemin, car ils ont développé au sein de l'union dont elle est membre et avec l'accompagnement du CIPCRC, une nouvelle activité qui porte sur l'élevage des poulets de chair de réforme. Elle voudrait à travers ce nouveau projet diversifier ses activités d'élevage et par ricochet, accroître ses revenus et améliorer davantage son cadre de vie et celui de sa famille. ●

Le CIPCRE Conseils et Services comprend deux départements : le Département WAGNE dont l'objectif est de faciliter l'accès à la société de l'information par la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en vue de participer à la lutte contre la dégradation de l'environnement, contre la pauvreté et pour la justice et le Département Appui conseil dont l'objectif est de contribuer à la réalisation du chiffre d'affaires du CCS par la réalisation des prestations de services en développement organisationnel, en gestion des projets et intermédiation sociale, et de participer aux actions de la société civile camerounaise.

3.1- Bilan des activités réalisées

3.1.1 - Département WAGNE

Les activités suivantes ont été réalisées :

- Marketing des produits et services : un chiffre d'affaires d'environ 6 millions de francs a été réalisé.
- Organisation des formations sur les TIC : Dix (10) sessions de formations ont été organisées (8 en bureautique, 1 en infographie, 1 Informatique vacances pour jeunes) ; six cents (600) heures de cours ont été dispensés et 95 personnes formées dont 83 femmes.
- Création et hébergement des sites et microsites Internet : une vingtaine d'offres de sites Internet préparés et déposés auprès des clients potentiels ; deux sites Internet refondus (cepca-protestant.org, forumcameroun.org) ; Site iponi.org achevé ; Cinq microsites créés pour les associations ; Sites Internet des clients et du CIPCRE régulièrement mis à jour à la demande ; quatre personnes dont 2 femmes formées à l'administration des sites (CEPCA, Forum Cameroun)
- Veille Technique : un parc informatique d'une quarantaine de machines est fonctionnel ; un service bureautique est disponible (saisie, impression, scanner...).

L'unité marketing a mené une campagne intensive de prospection. Toute l'équipe a été mise à contribution. Malgré l'effort fourni, le chiffre d'affaires réalisé est

en deçà du résultat attendu. Cela est dû à la forte concurrence dans le secteur des TIC (multiplication des centres de formation, fourniture d'accès Internet à bas prix par les opérateurs de téléphonie mobile, nombreux jeunes webmasters travaillant dans l'informel...). La fin du partenariat avec EED survenue le 31 décembre 2011 n'a pas permis d'offrir des produits et services à des prix subventionnés et attractifs comme par le passé.



Formation des membres du CEPCA à l'administration du site web

La préparation de deux nouveaux projets a échoué sur le financement. Le projet de Lutte contre la vie chère et les TIC n'a pas été sélectionné par le Fonds Inforoutes de l'Organisation International de la Francophonie. Le partenaire ITCS a refusé de s'engager dans les formations longues à cause de la non-faisabilité financière due à la faible capacité d'accueil de nos locaux. Au cours de l'année 2011, le CRM a reçu environ 3000 visiteurs. Trois étudiants de PREPAVOGT, de l'Institut Siantou Supérieur et l'Université de Yaoundé I ont été accueillis dans le cadre de leur stage académique.

3.1.2 - Département Appui Conseil

Vente des produits et services : La base de données des clients actualisée est disponible ; un douzaine de clients prospectés grâce à l'exploitation des appels d'offres ; un contrat écrit signé ; 8 prestations de services réalisés et un chiffre d'affaires d'environ 2 millions.

3.1.3 - Participation aux actions des organisations de la société civile camerounais

Nous avons pris part, au cours de l'année de référence, au comice agro-pastoral d'Ebolowa ainsi qu'à la réunion de débriefing post-comice ; aux activités de la Coalition pour la sécurité alimentaire au Cameroun (réflexion sur l'avenir de la COSAC après le comice ; préparation de la manifestation paysanne du 13 mai 2011, élaboration et adoption du pacte social pour le développement agricole au Cameroun à soumettre aux candidats à l'élection présidentielle...) ; à la Cérémonie de présentation du rapport 2009 de la CNDHL ; à la Cérémonie de présentation du rapport alternatif 2010 sur l'état des droits de l'Homme au Cameroun ; à la conférence de presse sur le thème " les mauvaises solutions aux vrais problèmes de l'agriculture camerounaise : la réaction des paysans producteurs " ; à la grande première du film " La banane " ; au séminaire national de restitution des rencontres de plaidoyer pour le financement des ONG par l'Etat ; à la rencontre du comité national de l'éthique et de la bioéthique ; à

l'atelier de restitution de l'atelier international sur la transformation des DESC en politique publique ; au déjeuner-débat sur le thème " Campagne de lutte contre le viol et l'inceste " ; à la conférence sur le thème " Société civile et engagement politique " ; à la rencontre de concertation des membres de Dynamique Citoyenne ; aux réunions du RENAPDDHO (appui logistique, secrétariat des réunions, mise à jour du site Internet...) ; à la conférence sur le thème " Migrations : parcours, coûts et alternatives d'investissement. " ; à l'atelier de validation du document de plaidoyer sur la contribution des OSC au Code de famille et des personnes du Cameroun ; à la cérémonie de rentrée universitaire de PREPAVOGT, partenaire de formation et à la conférence-débat sur le thème " Climate change and Durban COP 17 : what implications for Cameroun ".

A chaque fois, nous avons apporté notre contribution aux réflexions engagées et notre appui à la réussite des actions menées. ●



Une session de info vacances

Remise des attestations à la fin de la session de info vacances



M. MBALLA J.-Claude,
Enseignant de génie civil et cadre
à la Commission nationale de l'UNESCO

**“ Je suis devenu la plaque tournante
en informatique à mon lieu de service ”**

Formé en 2009 au CIPCRE Conseil et Services en informatique bureautique, cet ancien apprenant apporte la preuve du changement significatif intervenu dans sa vie professionnelle et surtout des bienfaits que lui a apporté sa formation en informatique. Témoignage.

“ Au-delà de mes activités professionnelles, j'étais le président de la chorale Angels Voices à Ndjoungolo, et j'ai écouté une annonce de mon choriste du nom de Georges Messe, qui passait le message selon lequel des formations en informatique sont proposées au CIPCRE Conseil et Services et à des prix frisant le gratuit. Il nous a montré l'importance d'avoir des connaissances en informatique pour nos activités par ces temps qui courent vers la technologie, et j'ai trouvé ça très intéressant surtout que le prix des formations était extraordinairement bas. Je me suis donc approché de la structure où j'ai pu constater par moi-même la véracité de ce qu'il disait, et c'est alors que je me suis inscrit pour une formation en bureautique. J'ai bien pris mes cours de formation, je m'appliquais et je me suis rendu compte que j'arrivais à faire beaucoup de choses avec un ordinateur.

Au terme de ma formation qui a duré trois mois, les connaissances que j'avais acquises ont eu une incidence très positive sur ma vie. D'abord dans mon travail ça m'a permis de m'assumer dans le cadre de mon service, et à la longue, je suis devenue la plaque tournante en ce qui concerne l'informatique à mon lieu de service, puisque je suis dans le Génie civil et tous les collègues étaient un peu surpris de voir la mutation que j'avais subie en associant désormais le Génie civil et l'informatique. L'autre

incidence toute aussi heureuse et positive c'est qu'avec mon attestation de formation en bureautique, j'ai été sélectionné dans un centre de formation " Big shop " qui forme en informatique dans la ville de Rabat au Maroc, où j'ai passé deux mois. Il y avait une vingtaine de pays représentés là-bas, et j'étais le seul Camerounais sélectionné du fait de mes connaissances en informatique. Et au terme de notre séjour dans ce centre de formation, j'ai été désigné major, et j'ai reçu en guise de récompense un ordinateur portable, et un vidéoprojecteur.

Une fois revenu au Cameroun, je me suis pratiquement mué en agent promotionnaire du CIPCRE sans même avoir voulu obtenir une autorisation. J'ai expliqué à tous ceux qui me rencontraient l'opportunité de formation en informatique qu'offre le CIPCRE à un coût inimaginable, et j'ai pu convaincre au sein de ma chorale six choristes qui sont effectivement allés à leur tour se former. J'ai aussi fait former les membres de ma famille, et je peux affirmer que j'envoie régulièrement des gens se former au CIPCRE, et je continue de le faire jusqu'aujourd'hui parce que je crois que j'ai eu le soleil à partir du CIPCRE ”.



Des apprenants en cours de formation

Le CIPCRE-Bénin a travaillé dans le cadre de l'UPIILD, de l'UJP et de la Coordination Nationale.

4.1 - Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPIILD)

4.1.1 - PROGEL II

Les interventions conçues et menées au niveau de l'UPIILD sont relatives au projet Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale au Bénin (PROGEL 2) dont l'Objectif spécifique est de Contribuer à la gestion durable des écosystèmes humides dans les Communes des Aguégus et de Bonou en vue de la sauvegarde de la biodiversité et du développement de l'écocitoyenneté.



Séance de reboisement au Centre Sonagnon d'Assrossa au Bénin

Objectif spécifique 1 :

Les populations protègent Kodjizoun dans la commune des Aguégus et Gnanhouizoun dans la Commune de Bonou

Bilan des réalisations

- Le COGEPAF Gnanhouizoun a tenu 12 réunions statutaires (100%) avec un taux de participation de 80% ;
- Le COGEPAF Gnanhouizoun a exécuté 80% de son plan d'action (sensibilisation de la population, plantations, aménagement des îlots forestiers...);
- 550 plants de diverses essences forestières sont mis en terre et entretenus dans Gnanhouizoun ;
- Environ 90% des plants mis en terre dans

- Gnanhouizoun ont survécu ;
- 4 itinéraires écotouristiques en rapport avec la forêt Gnanhouizoun sont décrits dont 1 aménagé ;
- 3 itinéraires écotouristiques impliquant la forêt Kodjizoun sont décrits ;
- 150 personnes dont 0 femmes sont touchées par la sensibilisation sur l'hygiène ;
- Aucune construction de latrine ;
- 56 exploitants dont 25 femmes ont été appuyés dans les deux villages et ont arrêté l'exploitation du bois de la forêt ;
- Une expérimentation sur les cultures de contre saison est mise en place ;
- 12 500 plants d'acacia et d'eucalyptus sont mis en terre à Akpadon par 9 initiateurs (individus et groupes).

Objectif spécifique 2:

La gouvernance environnementale locale est appropriée par les organisations sociales dans les Communes des Aguégus et de Bonou.

Bilan des réalisations

- Quatre organisations de la société civile dans la commune de Bonou et une dans la commune des Aguégus ont mis en œuvre cinq initiatives écologiques.
- 58 jeunes dont 20 filles, écoliers et élèves des deux communes ont acquis des compétences sur l'importance, la problématique et la gestion des ressources naturelles dans leurs communes respectives.

Objectif spécifique N°3 :

L'équité genre est prise en compte dans la mise en œuvre du PROGEL2.

Bilan des réalisations

- 168 femmes des deux communes ont acquis de nouvelles compétences ;
- 13 (110,5%) réunions ont été tenues par le BE/PF Genre Aguégus et 14 (126%) réunions par le BE/PF Genre Bonou ;
- 95% du niveau d'exécution du PA a été atteint par le PF Genre de Bonou et 90% par celui des Aguégus au cours de 2011 ;
- 35 femmes dans les 2 communes ont été sélectionnées pour un accompagnement de perfectionnement et le document stratégique d'appui accompagnement a été élaboré.

Stratégies mises en œuvre

Notre stratégie a visé à concentrer les interventions sur les milieux géographiquement définis afin de procéder de concert avec les communautés et les élus locaux à une résolution globale des différents problèmes relatifs aux différentes ressources naturelles du milieu. Ainsi, nous avons accompagné les initiatives des groupes ou des individus (promoteurs d'actions de gestion rationnelle et saine du milieu) et l'engagement des autorités. Il s'agit d'appuis concrets et visibles sur les plans techniques, matériels et financiers aux initiatives d'aménagement.

L'approche participative a constitué la méthode phare dans la mise en œuvre de toutes les activités. La coopération de tous les partenaires impliqués dans le projet à savoir les autorités communales, le comité de gestion de la forêt, le point focal genre, les riverains à divers niveaux, a permis d'atteindre les résultats précités. Les services centraux et déconcentrés de l'Etat (Direction Générale des Forêts et Ressources Naturelles, Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature, l'Inspection Forestière/Ouémé-Plateau, les Services Communaux de l'Environnement et de la Protection de la Nature des communes d'intervention,...) ont été consultés et ont souvent renforcé les équipes de travail sur le terrain pour impulser le développement local visé par le Projet. De même, des concertations informelles et formelles sont entretenues avec les autres institutions menant des projets spécifiques

dans la même zone, notamment l'ABE pour son Projet de Gestion Communautaire de la Biodiversité Marine et Côtière (PGCBMC) et le PNUD pour son projet de conservation des forêts sacrées.

4.1.2 - INITIATIVE PILOTE D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU AU NIVEAU DE LA LAGUNE DE PORTO-NOVO

Objectif de l'Initiative : Mettre en place un environnement institutionnel et technique favorable à la gestion intercommunale durable et la restauration de la lagune de Porto Novo en concertation avec les communes riveraines, l'Etat et les usagers.

Bilan des réalisations

- Les parties prenantes des 4 Communes, de l'Etat et des usagers ont adhéré aux principes de gestion intégrée des ressources en eau de la Lagune contenus dans une charte ;
- Un cadre de concertation des acteurs concernés est mis en place et est fonctionnel : institution de la CoGIREL dont les organes (AC, CIV, GLT) se réunissent régulièrement et s'acquittent de leurs obligations ;
- Trois groupes organisés pour l'enlèvement périodique des plantes aquatiques proliférantes existent et sont opérationnels à raison d'un groupe par Commune pour les Trois communes les plus exposées (Aguégoués, Porto-Novo et Sèmè-Podji).

Stratégies mises œuvre

Les actions exécutées dans le cadre de l'Initiative Lagune se sont appuyées sur la communication/mobilisation sociale, la responsabilisation des acteurs, la mise en synergie des acteurs :

- La mobilisation sociale : l'identification des différentes catégories d'acteurs



Un groupe de jeunes (JCAES Jeunes Citoyens Actifs pour un Environnement Sain) en atelier de réflexion pour la définition des stratégies d'intervention dans leur milieu.



Le maire de Porto NOVO engagé pour l'amélioration de la gouvernance environnementale

concernés par la Lagune (élus locaux, usagers, services étatiques, les ONG, etc.) ; l'organisation des focus groups pour expliquer les enjeux d'une gestion intégrée de la Lagune et obtenir leur adhésion à l'Initiative ;

- la responsabilisation des acteurs : la maîtrise d'ouvrage assurée par le CIED dont les Communes membres sont tenues d'apporter leurs contributions humaines, matérielles et financières ; des responsables d'usagers désignés par leurs pairs sont impliqués dans l'organisation des activités ;
- la mise en synergie des acteurs : l'Initiative se considère non pas comme un projet, mais un cadre fédérateur de toutes les actions en lien avec la Lagune. C'est ainsi que pour chaque opération envisagée, des concertations sont préalablement organisées entre les différentes structures concernées.

La mise en œuvre de ces différentes stratégies nous a permis :

- de connaître un début d'amélioration des perceptions et des capacités d'intervention des acteurs (Assemblée de Communauté, Comité d'Orientation et de Suivi, responsables du Comité Intercommunal de Veille, membres des Groupes Locaux de Travail) ;
- de collaborer avec les responsables des projets touchant à la lagune (PGIPAP, PADPPA, PROGEL) ;
- d'influencer les dépositaires d'enjeux, notamment les propriétaires d'Acadja dont les pratiques d'érection de digues contribuent au comblement/envasement de la lagune ;
- de capitaliser les approches et expériences des projets passés et/ou en cours en vue de tendre vers plus de durabilité en ce qui concerne les interventions sur la thématique des plantes aquatiques proliférantes et le reboisement des berges avec les palétuviers rouges sur la bande fixatrice et les plantes à croissance rapide à l'arrière plan pour les différents usages (bois de chauffe, branchage d'acadja, etc.). ●

M. DANSOUGAN A. Honoré et Mme HOUNNOU Cécile
Habitants de Gnanhouizounmè.

Les mesures de protection de la forêt ainsi que les outils de valorisation mis en place ont eu des résultats satisfaisants. En effet, on note la recolonisation de la forêt Gnanhouizoun par la faune sauvage notamment les primates, conséquence directe de la reconstitution du couvert végétal. Les bénéficiaires directs s'expriment.

« On m'appelle Dansougan Agbakou Honoré. Je suis né ici à Gnanhouizounmè ; j'y ai passé déjà plus de vingt-huit ans. Vous savez, le nom Gnanhouizounmè que porte le village est du fait de la présence de la forêt. Nos parents s'occupaient très bien de la forêt et en vivaient sans la détruire trop profondément. Mais actuellement, nous, nous sommes devenus nombreux alors qu'il y a peu de travail pour la jeunesse. Nous devons manger, alors on s'est



Dansougan A. Honoré rué sur le bois. Nous coupons pour les pieux des habitations que nous vendons ainsi que le bois de chauffe qui est convoyé à forte dose vers le sud. Quant à la chasse, n'en parlons plus. Ça a évolué dans ce mauvais sens pendant longtemps, jusqu'au moment où les animateurs de CIPCRE sont venus nous dire que c'est mauvais. Ils nous ont expliqué que la gestion plus rationnelle des ressources assurerait notre survie tout en pensant à nos enfants après nous. Nous nous sommes mis d'accord pour travailler sur la forêt. Avant eux nous avons connu le passage d'un groupe venu de l'université, mais ceux-là n'ont pas du tout duré... Le premier travail réel de CIPCRE avec nous a été de faire le point de tout ce qui est dans les ilots forestiers, un état des lieux après une réunion villageoise. On a remarqué l'absence de certaines espèces qui néanmoins étaient dans la forêt entre temps, animales comme végétales. Les coupes sévères

ont provoqué des clairières à l'intérieur et les animaux perdant les ressources alimentaires et effrayés par la présence plus régulière de l'homme ont fui.

Avec leur appui on a planté des arbres dans la forêt ; des espèces importantes. On a aussi créé une plantation pour le village. Ils nous ont aussi appuyés pour des activités génératrices de revenus, ce qui nous a permis de ne pas trop sentir l'arrêt de l'exploitation de la forêt. Les mesures de protection ont été renforcées, surtout avec la communication et maintenant la forêt ne connaît plus les perturbations anthropiques d'antan. Les populations de Gnanhouizounmè ont totalement obtempéré et jusqu'aujourd'hui on n'a noté aucune intrusion illégale dans la forêt. Même l'équipe de CIPCRE ne pénètre pas les ilots sans autorisation et sans se faire accompagner. Le comité mis en place travaille bien et, plaise au ciel, les résultats escomptés seront encore plus atteints.

Mais pour le moment, le plus intéressant est le retour des animaux dans la forêt. Du moment où les coupes ont cessé et il n'y a plus de coup de feu dans la forêt, surtout les singes ont reconquis leur habitat et sont assez facilement observables. Ils n'ont plus tellement peur des hommes et on les voit dans les arbres matin et soir.»

« On m'appelle HOUNNOU Cécile, je suis native de Gnanhouizounmè. Ce village doit son nom à la forêt

naturelle et aux divinités. ... si vous entrez actuellement dans la forêt, ... non ! on ne dirait pas. Grâce à l'appui du CIPCRE-Bénin, l'ouverture des pistes a été effective et on peut observer les animaux. Les interdictions en rapport avec la forêt sont respectées et je me demande même si c'est la

population de Gnanhouizounmè qui a si tant pris à cœur la conservation de la forêt. Même le commerce du bois a reculé dans le village. Vous pouvez observer



en toute quiétude des animaux tels les oiseaux de toutes sortes, les singes, les escargots et autres. Et des visiteurs peuvent bien venir en tourisme ici. Les singes descendent au niveau des cours d'eau, à l'autre rive ; ils ne craignent plus trop les riverains. ●



La forêt aménagée de Gnanhouizounmè au Bénin

4.2 - Unité Justice et Paix (UJP)

L'unité Justice et Paix a mis en œuvre trois (3) projets dont deux (2) dans l'Ouémé et un dans la Donga à travers le Bureau de Liaison Nord du CIPCRE-Bénin basé à Djougou.

4.2.1 - Projet BEN 01/2010 : Lutte contre l'abus et l'exploitation sexuels des filles dans les écoles du Département de l'Ouémé

Objectif spécifique :

Créer un environnement protecteur pour les filles à risques d'abus et d'exploitation sexuelle dans les écoles du département de l'Ouémé

Bilan des réalisations

- 46 formateurs relais maîtrisent le cadre conceptuel et légal de lutte contre l'abus et/ou l'exploitation sexuelle des filles ;
- 75 % des formateurs relais contribuent à la sensibilisation et à la formation de leurs pairs ;
- 921 parents d'élèves sont sensibilisés ;
- Commune d'Akpro-Missérétié : 231 parents dont 48 femmes ;
- Aguégus : 206 parents dont 136 femmes ;
- Adjarra : 189 parents dont 91 femmes ;
- Porto-Novo : 295 parents dont 129 femmes ;
- 1360 élèves ont été sensibilisés sur les causes,

...Suite de la Page 21

M. ZOUNON Ambroise,

pêcheur résidant dans la Commune de Sèmè-Podji, membre de l'AC/CoGIREL

« La lagune de Porto-Novo connaissait une réglementation qui a disparu avec le temps. Cela est dû à la disparition des appuis de l'ex CARDER, actuel CeRPA. Mais l'initiative lagune qui a mis sur pied la CoGIREL, si les conclusions de la conférence sont vraiment mises en œuvre, nous serons très contents. Actuellement la lagune est dépourvue de poissons et les actions de l'initiative peuvent restaurer la bonne situation halieutique mais il faut y mettre de l'argent. Le reboisement prévu demande

beaucoup de fonds pour être réussi à cause des activités qu'il faut mener pour réussir le reboisement (déblayage, sarclage, piquetage et plantation). Si le cap des actions déjà entamées est maintenu, il y a des espoirs que le changement survienne. On sent déjà des actions d'enlèvement des PAP et il faut qu'elles continuent. Nous demandons aux initiateurs de ne pas se décourager. » ●



M. AKOWE Joseph,

pêcheur résidant à Porto-Novo, membre du CIV

de PAP et d'autres déchets avant l'initiative. On ne circulait pas facilement sur la lagune.

Avec l'avènement de l'initiative, si les activités prévues seront respectées en termes de réalisation, ce serait très bien pour les riverains et toutes les populations des 4

« Toute la lagune était couverte

communes concernées. L'initiative est une aubaine.

Il faut poursuivre avec les activités programmées et mettre des moyens matériels et financiers. Il faut également tenir compte de la bonne gestion des ressources humaines et de la motivation pour les travailleurs. » ●



M. AVOCETIEN Osséni,

Secrétaire Général de la Mairie des Aguégus et Point Focal CIED-Nokoué.

« Si l'activité de lutte contre les PAP est conduite avec dynamisme en prenant en compte les aspirations des acteurs et usagers, les phénomènes d'encombrement et de comblement de la lagune par les végétaux flottants connaîtront le recul et la lagune retrouverait un état viable. » ●



manifestations et les conséquences de l'abus et l'exploitation sexuels en milieu scolaire ; les conduites à avoir en cas d'abus sexuel et sur le cadre légal spécifique ;

- 61 Pairs éducateurs ont été formés et appuyés.

Stratégies mises en œuvre

Au plan administratif, la recherche de l'adhésion des autorités du secteur de l'éducation à tous les niveaux a été une étape essentielle pour la mise en œuvre des activités du projet. Cet objectif a été atteint grâce aux différentes activités de lobbying menées auprès de ces différentes autorités que sont : la Directrice de la Promotion de la Scolarisation, le Directeur et la Directrice Départementaux, les Chefs de circonscriptions scolaires, les Inspecteurs et Conseillers pédagogiques et les Directeurs des écoles primaires et des collèges. Les contacts directs et par correspondance ont été utilisés pour amener les Directeurs/trices à programmer les séances dans leurs écoles.

Au plan opérationnel, la responsabilisation des acteurs s'est traduite par la mise en place des professeurs relais et des élèves Pairs éducateurs, en vue d'assurer la pérennité de l'intervention. Les Directeurs/trices ont apporté un appui pour la programmation des activités dans les écoles. Les

Pairs éducateurs ont travaillé de façon collégiale pour sensibiliser leurs pairs. Les médias locaux ont été largement utilisés pour la sensibilisation des jeunes et du reste de la population. Diverses techniques d'animation et des entretiens directs avec les bénéficiaires, ont été utilisés lors des séances de sensibilisation et les sessions de formation.

Les fiches techniques de KiRA, la loi N°2006-19 du 5 septembre 2006, portant répression du harcèlement sexuel et protection des victimes en République du Bénin et l'arrêté interministériel N°2003-16/MEPS/MESFTP/CAB/DC/SGM/SA, portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel, publics et privés ont servi de documents de base pour les différentes sessions de formation et séances de sensibilisation organisées. Parmi les fiches techniques de KiRA utilisées, on peut citer : le cadre légal spécifique pour les enfants à risque et victimes d'abus sexuels, la définition des concepts, les conséquences de l'abus et l'exploitation sexuels des jeunes filles et la position de KiRA en matière de protection des enfants à risque/victimes d'abus, d'exploitation et violence sexuels. ●



Des enfants représentent une scène d'abus contre eux au Bénin.

CIPCRE BENIN

Histoire du changement le plus significatif

La plus value de ce microprojet réside dans le changement de comportement des élèves qui de plus en plus font preuve d'éveil de conscience, dénoncent les auteurs et évitent les attitudes à risques. Les lignes qui suivent relatent les témoignages de quelques élèves :

Samuel H,

élève au CEG Djègan Kpèvi (un Collège mixte dans la Ville de Porto-Novo) pairs éducateurs

1

« ...Partout, sur toute l'étendue du territoire national, chez les élèves, on remarque que nos enseignants, nos éducateurs, c'est-à-dire nos professeurs abusent de nos camarades filles, ces derniers ayant une influence sur ces filles, leur font des avances, c'est-à-dire les draguent. Les professeurs écrivent leurs numéros de portable sur la copie des filles pointées dans la salle ou ils leur inventent une histoire c'est-à-dire à toute la classe. Ils prennent rendez-vous avec les élèves. Ils demandent aux élèves de proposer la note qu'elles veulent. Ils mettent la pression sur les élèves pour avoir les résultats de leurs avances. Dans le cas contraire du résultat qu'ils veulent, d'autres prennent la classe en charge. Par exemple si c'est avec le professeur de mathématiques que cela s'était produit, l'élève le plus fort, le plus mathématicien n'aura jamais la moyenne en mathématiques.

2

«J'ai observé une situation d'abus sexuel dans un établissement, vraiment ! vraiment ! vraiment ! C'était une fille de la classe de 4^{ème} qu'un professeur d'anglais courtisait. Cette dernière, étant moyenne et n'ayant pas accepté les avances de son professeur a redoublé sa classe. Comment les élèves ont-ils su que c'est à cause du professeur que l'élève a repris la classe de 4^{ème} ? Un jour, après le second devoir du 1^{er} semestre, le professeur donne le corrigé type à un ami de la petite fille. C'était un corrigé type avec barème. Celui-ci avait oublié de modifier le barème car après chaque devoir, il reprend

... Certains professeurs leur donnent fréquemment de l'argent. Les élèves inconscientes de leur avenir, insoucieuses, irréfléchies tombent dans leurs pièges, oubliant qu'elles seront les seules à faire face aux conséquences. C'est un drame aux conséquences énormes que vivent les élèves victimes de l'abus sexuel. Elles sont à la fois d'ordre physique et psycho-social.

Conscientes de la vulnérabilité des filles, les autorités et quelques professeurs du CEG Djègan Kpèvi jouent la carte de la prévention.

En effet, l'Administration, les professeurs-relais et les élèves pairs éducateurs formés par l'ONG CIPCRE-Bénin, ont déjà tenu une séance d'IEC à l'intention de tous les responsables de classes du collège. Les dix pairs éducateurs du CEG répartis deux à deux (une fille et un garçon) ciblent tous les jeudis soirs les zones par promotion et procèdent à la sensibilisation de leurs camarades. Il ne fait pas de doute que cette démarche fera tâche d'huile dans le collège pour le bonheur de bon nombre de jeunes filles qui courent le risque d'être abusées ou qui sont abusées sexuellement... »●

le barème dans notre salle. Par contre, il s'est plutôt servi de la copie de la fille qu'il convoitait pour refaire le barème. Les parties où la fille avait la bonne réponse étaient notées sur 0,25. Ce barème modifié a agi sur les notes de la majorité de la classe. Au finish, la fille a redoublé la classe de 4^{ème} à cause de ce professeur d'anglais. Et les élèves s'étaient tus pour ne pas se créer de problème.

Aujourd'hui, convaincu que l'abus sexuel est un acte honteux sur la personne des jeunes filles, en tant que pairs éducateur, moi personnellement, je m'engage à mener des actions de prévention pour protéger mes camarades... »●

Audrey A.,

élève au Lycée Toffa 1^{er} (un Lycée de Jeunes Filles, à Porto-Novo).

« ...Un professeur d'économie intéressé par la Responsable d'une classe qu'il enseignait ne savait quoi faire pour l'avoir. Au début de l'année scolaire, ils s'entendaient parfaitement. Il parlait bien d'elle,

vantait ses mérites. Un jour, il demanda à la Responsable son numéro de téléphone sous prétexte qu'il tenait à l'informer de ses présences au cours mais cette dernière lui proposa de prendre celui de la seconde Responsable car elle avait perdu le sien. Le professeur n'a pas cru devoir comprendre son élève et la fit sortir de la classe dès le prochain cours, lui intimant de se munir d'une chicotte qu'elle avait

Histoire du changement le plus significatif



Une sensibilisation de jeunes filles au Lycée de Toffa 1^{er} au Bénin

cherchée en vain. Il refusa d'accepter la fille tant qu'elle n'aurait pas obtempéré. Ne sachant que faire la première Responsable fut obligée de se confier à son professeur principal qui régla l'affaire à l'amiable. Mais n'ayant pas atteint son objectif, donc insatisfait, le professeur trouvait toujours des prétextes pour faire sortir la fille de la classe. Un autre jour, il la renvoya parce qu'elle n'avait pas mis de l'ordre dans la classe. Il fit une interrogation écrite en son absence et lui attribua la note zéro (0) qui rabaissa sa moyenne de classe. Mais puisqu'elle avait été brillante les années antérieures, le Chef d'Etablissement a dû s'informer sur les raisons d'un tel résultat. C'est alors qu'il a été mis au courant du comportement du professeur. Usant de son autorité, il a pu sortir la première Responsable des griffes de son professeur amoureux.

Voilà comment les filles sont martyrisées, à cause de leur sexe, par leurs professeurs qui doivent les éduquer. N'est-ce pas révoltant ? N'est-il pas temps d'agir efficacement pour punir les auteurs de tels actes ?...» ●

Joseph G.,

élève au CEG Avagbodji dans la Commune lacustre des Aguégoués

Un aveu de repentance :

« ... Avant j'étais un coureur de jupon et j'abusais de mes camarades filles, mais avec mon rôle de pair éducateur et la formation que j'ai reçue de CIPCRE sur les causes et conséquences de d'abus sexuel sur les filles en milieu scolaire et, je me suis ressaisi et engagé personnellement à sensibiliser mes camarades filles comme garçons sur ce fléau... » ●

Séance de sensibilisation en milieu scolaire

4.2.2 - Projet BEN 02/2011 :

Mise en place d'un environnement protecteur contre l'abus et l'exploitation sexuels des enfants dans le Département de l'Ouémé

Objectif spécifique 1 :

Des organisations de la société civile (groupes locaux et chefs traditionnels), fonctionnaires et conseillers communaux utilisent leurs nouvelles connaissances et savoir-faire concernant les droits des enfants et les mettent en œuvre dans leurs choix politiques et la vie sociale.

Bilan des réalisations

- Les partenaires à la base sont informés de la situation de l'abus sexuel des filles dans la vallée de l'Ouémé et du contenu du projet ;
- Les stratégies idoines de mise en œuvre de certaines activités sont identifiées par les participants ;
 - L'opinion publique est informée du projet à travers les médias ;
 - Les besoins de formation des différents acteurs sont identifiés (6 thèmes de formations retenus) ;
 - 49 participants (45 leaders et 4 accompagnateurs) de 12 confessions religieuses et de groupes traditionnels ont acquis les connaissances requises. Ils ont pris des engagements concrets ;
 - 61 participants (54 têtes couronnées, sages/notables et 7 accompagnateurs) ont pris part à ladite séance ;
 - 100% des activités planifiées dans le Plan média au titre de l'année sont exécutées ;
 - 17 représentants de 12 ONG et/ou centres d'accueil intervenant dans les 4 communes cibles ont été informés et formés sur la thématique ;
 - Les Possibilités et les mécanismes de renforcement des échanges et des synergies d'actions pour la protection des enfants contre l'Abus et l'Exploitation Sexuels dans l'Ouémé ont été définis et rendus opérationnels ;
 - 59 responsables de groupes locaux/associations de développement ont pris part activement aux séances.
 - Pour les résultats qualitatifs, idem A.2.1 ci-

dessus.

- 70 ont pris part massivement et activement aux séances ;
- Relayer l'information dans leurs associations d'artisans respectives.
- Sensibiliser leurs apprentis et leurs parents
- 27 responsables locaux (Maires, Adjoints aux Maires, Chefs d'Arrondissements, autres Conseillers communaux et Secrétaires Généraux) et 6 alliées (R/CPS et responsables d'ONG) ;
- Les responsables locaux ont pris conscience de l'ampleur du phénomène dans la vallée de l'Ouémé ;
- Les 4 maires ont adopté une plate-forme d'engagement ;
- 57 directeurs et enseignants de 22 établissements secondaires et 22 écoles primaires ont pris part aux dites séances. Ils ont pris des engagements concrets ;
- 114 responsables de bureaux APE ont pris part aux séances ;
- 27 Responsables des Services communaux ont été formés ;
- De même, ils ont défini les mécanismes d'opérationnalisation et de suivi-évaluation de la plate – forme d'engagement adoptée par les 4 maires ;
- 18 directeurs de 10 organes ont pris part à la séance et se sont engagés à mener la lutte contre ce fléau en partenariat avec le CIPCRE.
- Ils ont approuvé l'initiative prise par le CIPCRE de former les journalistes et animateurs de leurs organes ;
- 22 journalistes et animateurs ont participé à la formation.
- Ils ont réitéré le rôle important que doivent jouer les médias et ont fait diverses recommandations/suggestions.
- 150 conseillers villageois ont été touchés. Ils ont pris des engagements concrets
- 46 professeurs relais dont 20 pour le site 1 et 26 pour le Site 2 sont identifiés.
- 316 personnes ont été sensibilisées dont 200 Agouégoués, et 116 à Adjohoun (73 dans le village Houédo-Agué et 43 à Gangban)

Objectif spécifique 2 :

Des réseaux d'organisations de la société civile travaillant pour l'application des droits de l'enfant



La participation des jeunes à ces campagnes est un gage de succès

coopèrent régulièrement avec les autorités publiques (niveau national, régional, municipal). Leur participation est demandée.

Bilan des réalisations

- La procédure d'adhésion du CIPCRE-Bénin est encore en cours ;
- Le CIPCRE-Bénin (Directeur et 2 membres de l'équipe du projet) a participé à 100% des rencontres auxquelles il est invité et y a expliqué le thème de l'abus sexuel des filles avec à la clé la distribution de supports (fascicule, bulletin Protégeons nos enfants) ;
- CIPCRE, ACTION PLUS ET BORNE FONDEN ont co-animé un plaidoyer à l'endroit des Maires de la Vallée ;
- Il est élaboré et adopté un document de référence pour le renforcement des échanges et des synergies d'actions entre les ONG intervenant en matière de protection de l'enfant dans l'Ouémé.

Objectif spécifique 3 :

Des enfants et des jeunes connaissent leurs droits et leurs obligations, les situations de danger pour eux-mêmes. Ils sont familiarisés avec les mécanismes de protection et d'aide adéquats.

Bilan des réalisations

- 3 064 élèves ont été sensibilisés.
- 22 clubs de jeunes dont 6 pour le site1 et 16

pour le Site2 sont identifiés.

- 44 pairs éducateurs dont 18 dans les 11 CEG sélectionnés du site1 et 26 dans les 11 CEG sélectionnés du Site2 sont identifiés.

Stratégies mises en œuvre

- La constitution d'alliances stratégiques : Alliance stratégique de complémentarité : avec ESGB/LA PASSERELLE pour la prise en charge / réhabilitation des victimes pendant que le CIPCRE-Bénin se préoccupe de la prévention par la mobilisation sociale ; le travail en réseau : avec les OSC (notamment confessions religieuses et ONG) pour la mobilisation sociale, la synergie d'actions et le plaidoyer en direction de l'Etat et les Communes pour l'amélioration des conditions-cadres concernant des aspects spécifiques.
- La responsabilisation des acteurs à la base : par la mise en place des comités de veille, des personnes relais (adultes et jeunes) ;
- La forte implication des médias, non pas seulement sur la base de prestation de services, mais sur une base de collaboration/partenariat pour lutter contre le phénomène par une large diffusion des informations ;
- Le monitoring participatif pour le Suivi-évaluation des engagements pris par les différentes cibles lors des rencontres d'IEC et/ou de formation. ●

4.2.3 - Projet EED 2010.0325 : Lutte contre l'abus et l'exploitation sexuels des filles dans le Département de la Donga

Objectif Spécifique 1 :

Amener les structures déconcentrées de l'Etat et les communes cibles à s'engager dans la protection des filles à risque d'abus et/ou d'exploitation sexuels.

Bilan des réalisations

- Le Chef d'Arrondissement de Bariénoù/Djougou et un chef de village (celui de Bandesar/Djougou) ont pris des mesures visant la réglementation des heures des vidéos clubs ;
- Les Maires des deux communes avaient pris des arrêtés ayant permis la mise en place de cellules communales de protection des droits des enfants ;
- 100% des engagements pris par les autorités des services déconcentrés de l'Etat sont tenus : le Directeur Départemental de la Famille a marqué son soutien au projet par la mise à disposition d'une salle devant servir de Bureau à l'Animateur de Ouaké
- Les Directeurs Départementaux des deux ordres d'enseignement ont matérialisé leur accord par écrit pour les interventions du CIPCRE dans les écoles ; les chefs de Circonscriptions scolaires et les Directeurs facilitent la tenue des activités des écoles primaires et des collèges
- Les Chefs de brigade de gendarmerie ont régulièrement déferé les auteurs d'abus sur les mineurs ;
- 100% des services déconcentrés contactés participent aux activités (centre de promotion, gendarmerie, police, les Circonscriptions scolaires, les écoles).

Objectif spécifique N° 2 : Dynamiser les organisations de la société civile des communes cibles en vue de la protection des filles à risque d'abus ou d'exploitation sexuels.

Bilan des réalisations

- 4 comités de veille au niveau des villages Bandésar, Béléfoungou, Tchalinga ;
- 62 relais faisant office de comités de veille dans d'autres villages ont été formés ;
- Le collège des Imams centraux de la commune de Ouaké s'est engagé à rendre publique sa position sur la célébration des mariages forcés et/ou précoces ;
- A Tchalinga centre, le correspondant TCHAMSE Paulin a organisé 05 séances de causerie débat sur les abus sexuels à l'endroit des jeunes filles et garçons de son Eglise.
- le Pasteur de l'Eglise Assemblée de Dieu de Madjatoum (Tchalinga) organise par quinzaine des exposés débats sur la gestion de la vie sexuelle en tant que jeunes chrétiens ;
- -A Komdè (Ouaké), l'Imam a organisé trois séances à l'endroit des parents-mères (02 fois) sur la responsabilité de la femme dans le foyer et à l'endroit des jeunes filles (01 fois) sur la conduite des filles dans la société ;
- L'imam de Kassoua (Ouaké) organise périodiquement (chaque vendredi après la prière) des séances d'information à l'endroit de ses fidèles sur les abus sexuels des jeunes filles ;
- L'Imam/Roi de Partago est auteur d'une initiative plus globale de lutte contre l'abus sexuel.

Objectif spécifique N° 3 :

Outiller les acteurs des médias afin qu'ils contribuent à l'éveil de conscience des populations sur le phénomène.

Bilan des réalisations

- Réalisation et diffusion des spots 3 fois par quinzaine à la rentrée scolaire et pendant les congés de Noël, en trois langues locales (Yom, Lokpa et Fodo) puis en français sur les radios de Djougou et de Ouaké ;
- Réalisation et diffusion d'une émission sur l'ampleur du phénomène des abus sexuels dans la commune de Djougou en langues locales Yom et Lokpa par la radio de Djougou au cours du dernier trimestre 2011 ;
- Feed-back positif de quelques auditeurs sur la pertinence du sujet abordé et la maîtrise par les intervenants des contours du sujet.

Objectif spécifique N°4:

Eveiller la conscience des enfants de moins de 18 ans sur les risques d'abus ou d'exploitation sexuels.

Bilan des réalisations

- 8 cas d'abus sont dénoncés à la Brigade de gendarmerie territoriale, au Chef d'arrondissement de Onklou, au Comité de veille de Béléfougoun, au chef village de Bandesar ;
- 103 Pairs éducateurs dont 43 filles à savoir :
 - CEG Ouaké: 24 élèves pairs éducateurs dont 11 filles
 - CEG Baréi : 37 élèves pairs éducateurs dont 14 filles
 - CEG Tchalinga : 42 pairs éducateurs dont 22 filles
- 873 jeunes/ enfants directement touchés (438 scolarisés et 435 déscolarisés et non scolarisés).

Stratégies mises en œuvre

En adoptant l'approche « Focus group », nos interventions sur le terrain ont combiné renforcement des capacités techniques, la médiatisation des activités importantes, la responsabilisation des adultes et la contractualisation verbale avec les jeunes filles pour amener chaque cible à se sentir concernée par le problème des abus et exploitation sexuels des filles mineures.

Depuis l'actualisation de l'état des lieux et notre



Directeurs et chefs des programmes des médias mobilisés pour relayer l'information.

intervention sur le terrain, les différentes cibles se sont senties interpellées et n'hésitent pas à raconter le drame qu'ils vivent par le fait de l'abus sexuel des jeunes filles.

Le drame est si profond que le CIPCRE a jugé nécessaire de s'appesantir sur la stratégie de contractualisation avec les filles, afin de prévenir et de protéger les élèves et apprenties mineures, en établissant une sorte de contrat verbal avec elles, qui les responsabilise à se sortir elles-mêmes de la situation. Le contenu du contrat est : la dénonciation des abus à temps, zéro grossesse, zéro abandon de classe/apprentissage, zéro avortement.

Effets/impacts

Bien que le Projet BEN 02/1011 relatif à la Mise en place d'un environnement protecteur contre l'abus et/ou l'exploitation sexuels dans le Département de l'Ouémé soit à ses débuts et que de ce fait, il soit peu évident de parler de changements significatifs au sens durable du terme, il est des prémices qui augurent d'une grande prise de conscience des différents acteurs sur l'ampleur du phénomène et sur leurs rôles et responsabilités dans l'éradication de ce fléau. Cette prise de conscience se traduit par le changement de comportement des populations en qui concerne leurs réactions (les dénonciations, les témoignages, découragement des cas d'abus et prises d'initiatives) face aux cas d'abus sexuels perpétrés sur les jeunes filles dans leurs localités. Voici quelques exemples concrets :

a) Une fillette de 11 ans répondant au nom de Blandine HOUNDEKON a été violée par un vieillard de 65 ans, le nommé Salomon TOKPANOU au village de Houinta dans l'arrondissement d'avagbodji dans la commune des Aguégoués. La scène se serait produite dans la journée du 29/11/2011. Alors que la fillette était à la maison en train de faire ses travaux domestiques en l'absence de ses parents, le monsieur lui aurait fait appel pour lui commander quelque chose. C'est juste après avoir franchi le seuil de la chambre que ce dernier s'est jeté sur elle tout en prenant le soin de mettre dans la bouche de Blandine, un petit pagné pour que ses cris ne soient pas entendus. Blandine aurait été admise aux soins après le viol et la brigade saisie.

Réaction de la population face à ce fait : tous les habitants de ce village (enfants, parents, pasteurs, chefs traditionnels...) ont dit non à ce fait ignoble et ont

souhaité que M. Salomon TOKPANOU soit puni à sa juste valeur. Ces habitants, sachant que des sanctions existent (grâce à des séances de sensibilisation que CIPCRE-Bénin a entreprises depuis peu sur le phénomène d'exploitation et d'abus sexuels des enfants), sont restés mobilisés et c'est avec les parents de la victime qu'ils sont allés se plaindre à la brigade de gendarmerie des Agougués avec l'accompagnement de l'animateur du CIPCRE et le responsable du Centre de Promotion Sociale. Actuellement, TOKPANOU est en prison et, à en croire le chef de village, les jeunes et autres adultes qui projetaient des actes pareils vivent dans une psychose générale. TOKPANOU doit servir de leçon à tous les autres, clame toute la population.

b) Après la formation des directeurs des CEG de la commune de Bonou le 23 novembre 2011, le Directeur du CEG de Bonou a pris un acte interdisant aux professeurs de commander la nourriture aux élèves filles pendant la récréation mais plutôt aux élèves garçons, car certains professeurs profitent de cette occasion pour faire des avances aux élèves filles. C'est une décision qui est affichée dans toutes les salles de classes et à la salle des professeurs.

A la suite d'une séance de sensibilisation des élus locaux, le chef du village de Bandésar appuyé par le CIPCRE est parvenu à convaincre sa communauté qui a mis en place un règlement intérieur pour protéger les jeunes filles.

Un engagement a été pris par la population de Bandésar pour permettre aux enfants mineurs de bien évoluer. Les dispositions prises à cet effet sont les suivantes : toutes les animations de dancing dénommé "Bar poussière", de vidéo clubs sont formellement interdites les jours ouvrables pour les élèves ; les sorties nocturnes sont sanctionnées par le bureau APE en collaboration avec la population et ceci en faveur des groupes d'études ; le trafic des

mineurs est strictement interdit ; le mariage forcé, la maltraitance et les abus et exploitation des filles mineures sont sanctionnés.

Le respect de ce règlement intérieur donne déjà quelques résultats : les jeunes ont peur d'aller vers les filles mineures, au risque d'être sanctionnés ; les jeunes hommes accordent actuellement du respect à leurs amies filles en ne les traînant pas dans la rue comme avant ; les parents aussi sont prêts à protéger les filles mineures tout en mettant en garde leurs garçons. C'est le cas d'un papa qui est en train de mettre en garde ses trois fils revenus du Nigéria, sur les règlements qui sont mis en place dans le village pour protéger les mineurs ; de faire donc attention (témoignage d'un jeune du village). Les jeunes sont plus réguliers à l'école parce qu'ils sont suivis de près par les parents, surtout les filles.

A Djougou au quartier Zountori, une fille de 14 ans a été abusée par un tailleur de plus d'une quarantaine d'années. Une coiffeuse qui a été sensibilisée s'est évertuée à amener les parents à porter plainte ; ce qui a été fait et l'auteur est aujourd'hui derrière les barreaux à la prison civile de Natitingou.

4.3 - Coordination Nationale

La coordination nationale a été assurée par le Directeur National assisté de ses collaborateurs, à travers :

- la planification, le suivi, l'auto-évaluation et la documentation des interventions : organisation des réunions de coordination : RU, RC, RTM, RTT, RTS, EAP ; organisation des entretiens individuels entre le Directeur et chaque coordonnateur ; organisation de visites de supervision (descentes sur le terrain) ; Rédaction et transmission des rapports contractuels.
- La contribution à l'animation de la vie

institutionnelle du CIPCRE-Bénin : appui à l'organisation de trois sessions de l'AM et d'une conférence publique sur la protection de la jeune fille ; organisation de deux réunions de Commissions Techniques /AM ; tenue des tours d'horizon mensuels avec le Bureau de l'AM ; appui à l'organisation des actions de solidarité en direction des membres de l'AM et participation du Bénin à la session du CA ;

- Renforcement des capacités du personnel : recrutement du personnel au BLN et pour le projet BEN 02/2011, ce qui porte l'effectif total à vingt cinq (25) dont neuf (9) femmes ; mise en œuvre du plan de renforcement des capacités du personnel, suivi des revues de presse hebdomadaires ; organisation de 2 auto-évaluations semestrielles et l'évaluation annuelle du personnel et gestion quotidienne du personnel (paiement des salaires, gestion administrative, etc.).

Notons qu'au 31 décembre 2011, le comptable a démissionné de son poste pour poursuivre sa carrière avec un nouvel employeur en 2012.

- Gestion des ressources matérielles et financières : actualisation et documentation du dispositif de contrôle interne ; acquisition du matériel (DNle et BLN) ; entretien du matériel ; appels de fonds et gestion des fonds.

- Travail en réseau et renforcement du partenariat : animation du PLE-OP ; participation aux activités des autres réseaux (GAN, OCGD, CONOGEDA, Forum Biodiversité) ; contribution à la mise en place du Réseau National en Analyse d'Impacts sur la Pauvreté et le Social (RéNat-AIPS) au Bénin et formation des Points Focaux du Budget Programme du Ministère de la Santé sur le Genre ;

- Communication et documentation : approvisionnement et Gestion du centre de documentation ; réalisation et diffusion des supports d'IEC ; édition et diffusion du rapport public 2010 ; conception d'un calendrier de table 2012 ; édition des bulletins Notre Environnement et Protégeons nos enfants ; alimentation du site web et organisation du passage sur les média. ●



Les membres de la Coordination Nationale

RESSOURCES

V - LES RESSOURCES MISES EN ŒUVRE

5.1 - Les ressources financières

Les ressources financières du CIPCRE sont réparties ainsi qu'il suit :

a - Recettes

Libellés	Montant
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	49 818 088
Versements contractuels	459 471 937
EED	298 520 228
KERKINACTIE	25 582 323
MM	13 119 140
DM	18 055 518
PASOC	11 358 498
KIRA	56 247 656
Ambassade de France (SCAC)	22 741 600
CORDAID	11 289 020
PNUD	2 557 954
Fonds propres	11 282 771
TOTAL RECETTES	520 572 796

b - Dépenses

Libellés	Montants
Frais de personnel	91 578 725
Frais administratifs	51 458 857
Coordination Générale	17 015 287
Appui au CIPCRE-Bénin et au CCS	114 019 947
CIPCRE Bénin	106 733 625
CCS	7 286 322
UFAS	68 438 605
UPILD	30 634 311
UJEC	7 501 660
CRM	1 118 250
CECOM	6 149 575
CPS	552 900
Projets satellites	18 296 184
Equipements	35 059 500
Total	441 823 801
Solde au 31 décembre 2011	78 748 995

5.2 - Les ressources humaines

En 2011, le CIPCRE compte 69 employés répartis comme suit :

Entité	Effectif total	Femmes	Hommes
Direction Générale et CIPCRE-Cameroun	34	10	24
CCS	10	4	6
CIPCRE-Bénin	25	9	16
Total	69	23	46

Parmi ce personnel, on compte des ingénieurs agronomes, des pédagogues, des théologiens, des juristes, des techniciens d'agriculture, des informaticiens, des documentalistes, des cadres de développement, des financiers et des secrétaires de direction.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de l'année 2011, le CIPCRRE a aussi bien au Cameroun qu'au Bénin, rempli le contrat qui est le sien d'accompagner ses partenaires dans la prise en mains de leur destin, que ce soit dans le cadre de la protection de l'environnement que dans celui de la création des richesses et de la promotion de leurs droits. Les résultats ont été nombreux et variés, les effets et les impacts palpables et visibles. L'évaluation externe de la Direction Générale et du CIPCRE-Cameroun l'a démontré à suffisance et les missions d'accompagnement du CIPCRE-Bénin par nos partenaires l'ont également attesté.

Mais le travail réalisé par le CIPCRE ne s'est pas fait sans difficulté. Au Cameroun, on note encore la timidité des femmes à s'exprimer au cours des causeries éducatives et lors des forums, surtout dans les zones musulmanes et la difficulté à incarner véritablement sa vision de l'éducation à la citoyenneté dans le milieu scolaire. De plus, les effets et les impacts des interventions du CIPCRE sont insuffisamment capitalisés, du fait à la fois qu'ils sont spatialement dispersés et surtout du manque d'outils appropriés. Depuis l'arrêt des financements par notre partenaire EED, et l'épuisement des fonds de réserve au 31 juillet 2011, la situation financière est devenue intenable à cause des charges incompressibles (loyer, électricité, connexion Internet, salaires). Il tarde à mettre en place sinon les stratégies efficaces pour une relance de ses activités, du moins des conditions minimales pour le fonctionnement d'un bureau de liaison du CIPCRE à Yaoundé. Au Bénin, l'insuffisance des ressources financières a hypothéqué la mise en place du forum qui devait réunir les acteurs institutionnels intervenant dans le développement durable dans les départements de l'Ouémé et du Plateau. Un mini-documentaire, pourtant planifié, n'a pas été réalisé.

Le tableau financier du présent rapport montre une situation contrastée dans les trois principales entités de travail : si les comptes de l'organisation présente une stabilité remarquable à la Direction Générale et au

CIPCRE-Cameroun, au CIPCRE-Bénin en revanche, les recettes ont fortement augmenté, tandis qu'au CIPCRE Conseils et Services, les comptes ont été largement déficitaires avec un déséquilibre significatif du bas du bilan. Dans l'ensemble du CIPCRE cependant, l'écart entre les activités réalisées et les dépenses engagées n'est pas important.



Nous tirerons toutes les leçons qui s'imposent de ces difficultés afin de construire des stratégies idoines pour y faire face au cours de l'année qui vient. L'évaluation de la Direction Générale et du CIPCRE-Cameroun a ouvert des pistes, à l'instar de l'approche Villages pilotes dont la mise en place pourrait déboucher sur des résultats convaincants et productifs. Déjà au CCS, des mesures de réduction des dépenses ont été prises : diminution de l'espace occupé, suppression de l'annexe du CRM, placement du personnel ailleurs, changement du fournisseur d'accès à Internet. L'évaluation projetée de Progel 2 donnera lieu à l'élaboration d'un nouveau plan stratégique 2013-2015 en même temps qu'elle dégagera de nouvelles pistes pour la promotion de l'environnement et de la représentativité des femmes dans les instances locales. De même, l'accompagnement de nos activités au Cameroun et au Bénin par KIRA est susceptible non seulement de booster notre potentiel et de nous doter d'outils divers, mais également de donner plus d'épaisseur et de cohérence à notre philosophie de transformation sociale, confirmant par là que le CIPCRE ne se contente pas seulement de la promotion d'une meilleure gestion de l'environnement physique, mais qu'il fait de la justice sociale un de ses principes fondamentaux d'action au profit des couches les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants. ●

SIGLES & ABBREVIATIONS

ADEID	Action pour le Développement Equitable, Intégré et Durable	GIC AGROFOBA	GIC des Agroforestiers de Bangang
ACTWID	Association For Creative Teaching for rural Women in Development	GICPRONAP M	GIC des Producteurs Nvateurs Agropastoraux de Penka Michel
AHDES	Association des Handicapés Diplômés de l'Enseignement Supérieur	GP-DERUDEP	Grassroot Participatory and Decentralised Rural Development Project
AJP Cedés	Association des Jeunes Promotion-Centre d'étude pour le développement économique et social	GWA	Gender and Water Alliance : Alliance Genre et Eau
AMCODE	Action de Mobilisation Communautaire pour le Développement	GWP-Cameroon	Global Water Partnership Cameroon
ANTIC	Agence National des Technologies de l'Information et de la Communication	HERNAA	Herboristes et Naturopathes Associés
ART	Agence de Régulation des Télécommunications	HYSACAM	Hygiène et Salubrité du Cameroun
ASDEG	Action Stratégique pour le Développement Global	JNP	Journées Nationales de Précollecte
BECOM	Bureau d'Etude et de Communication	JPN	Jardin des Plantes et de la Nature
CAFF	Centre d'Accueil et de Formation des Femmes	KEKUFAG	Kedjom Ketinguh Union of Farming Groups
CAD	Conférence Administrative Départementale	MBOSCUDA	Mbororo Social and Cultural Development Association
CCO	Communauté des Communes de l'Ouémé	MEPS	Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
CEPAD	Centre de Promotion pour l'Animation et le Développement	MINEPIA	Ministère de l'Elevage, de Pêches et des Industries Animales
CIRDAF	Centre for Initiatives in Rural Development and Agro Forestry	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
CONAC	Commission Nationale Anticorruption du Cameroun	MINADER	Ministère de l'Agriculture et le Développement Rural
CRAFOD	Centre Régional Africain de Formation pour le Développement	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille
CREDA	Centre de Recherche pour le Développement Durable en Afrique	NOWEFOR	North West Farmers Organisation
CREPA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives de Base	NWADO	North West Association of Development Organisation
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole	OCGD	Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets
CSIC	Conseil Supérieur Islamique du Cameroun	OCS	Observatoire du Changement Social
CTA	Centre Technique Agricole et Rural	OSCC	Organisation de la Société Civile Camerounaise
DC	Dynamique citoyenne	PADDL	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
DDEC	Direction de la Décentralisation de l'Education et de la Coopération	PASOC	Programme d'Appui à la Structuration de la Société Civile
DDS	Direction Départementale de la Santé	PAPENOC	Projet d'Appui aux Elevages Non Conventionnels
DDEPN	Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature	PGDSM	Projet de Gestion des Déchets Solides Ménagers
DESC	Droits Economiques, Sociaux et Culturels	PGUD	Projet de Gestion Urbaine Décentralisée
DHAB	Direction de l'Hygiène, de l'Assainissement à la Base	PNDA	Politique Nationale de Développement de l'Artisanat
DSO	Direction du Service Opérationnel	PROGEL	Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale
EFLC	Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun	PRONAPM	Producteurs Novateurs Agropastoraux de Penka Michel
IDAAS	Integrated Development Approach Association	PTBA	Plan de Travail et de Budget Annuel
IDF	Integrated Development Foundation	RIDEV	Research Institue for Developpment
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement	ROSAC	Réseau des Organisations de la Société Civile Camerounaise sur le Changement Climatique
EPMB	Eglise Protestante et Méthodiste du Bénin	RRRDP	Réseau des Radios Rurales des Pays en Développement
FED	Fonds Européen de Développement	SADECO	Santé et Développement Communautaire
GICOBAS	Groupe d'Initiative Commune des Composteurs de Bamendzi Stade	SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
GICAELO	Groupe d'Initiative Commune des Agriculteurs et Eleveurs de l'Ouest	SDAC	Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune
GICCOKO	Groupe d'Initiative Commune des Composteurs de Kouougouo	UGICFPAB	Union des GIC des Femmes Paysannes de l'Arrondissement de Bandja

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre identité

Nous sommes :

- Une organisation Non Gouvernementale de droit camerounais née en 1990 ;
- Une ONG d'environnement et de développement durable ;
- Un espace de promotion du dialogue social, œcuménique et interreligieux.

Notre Vision

Nous rêvons :

- D'un monde fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance et tel que révélé en Jésus-Christ ;
- D'une monde où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- D'un monde où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne.

Notre mission

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

Nos domaines d'intervention

Pour accomplir notre mission et atteindre nos résultats, nous intervenons dans les domaines suivants :

- promotion du dialogue foi et transformation sociale ;
- promotion de la Justice, de la paix et des droits du citoyen ;
- promotion des initiatives locales de développement ;
- promotion des rapports sains entre l'homme et son environnement ;
- promotion des rapports équitables hommes/femmes.

Nos stratégies d'intervention

Nos interventions sont exécutées suivant les stratégies ci-après :

- Plaidoyer ;
- Accompagnement ;
- Sensibilisation et information ;
- Information, Education et Communication (IEC) ;
- Recherche-action ;
- Réseautage, partenariat et participation ;
- Spiritualité-action ;
- Mobilisation des ressources.

Nos partenaires à la base

Nos partenaires à la base sont :

- Les femmes ;
- Les jeunes ;
- Les paysans ;
- Les artisans et autres acteurs du secteur informel ;
- Les croyants ;
- Les élèves et les étudiants ;
- Les citoyens.

Nos unités et cellules de travail

Nos unités et cellules de travail comprennent:

• A la Direction Générale

- La Cellule de Communication (CECOM)
- Le CIPCRE Conseil & Services (CCS)
- L'Unité Foi et Action Sociale (UFAS)

• Au CIPCRE-Cameroun

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité Jeunesse et Citoyenneté (UJEC) ;
- Le CIPCRE Bamenda, Liaison Office (CIBLO) ;
- Le Centre de Ressources Multimédia (CRM).

• Au CIPCRE-Bénin

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité Justice, Paix .



DIRECTION GENERALE

BP : 1256 Bafoussam
Tel : (237) 33 44 66 68
Fax : (237) 33 44 66 69
E-Mail : cipcre.dg@cipcre.org
Site web : www.cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

BP : 1256 Bafoussam
Tel : (237) 33 44 62 67
Fax : (237) 33 44 66 69
E-Mail : cipcre.cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

BP : 287 Porto-Novo
Tel : (229) 20 22 22 49
Fax : (229) 20 22 30 50
E-Mail : cipcre.bénin@cipcre.org

CIPCRE Conseil & Services

BP : 15059 Yaoundé
Tel : (237) 22 23 75 92
Fax : (237) 22 23 75 92
E-Mail : ccs@cipcre.org